

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

30 MAI 1997

PROJET DE LOI

portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, et de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité (article 1^{er}, 3 à 10)

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR MMES **Ingrid VAN KESSEL**
ET Greta D'HONDT

(1) Composition de la commission : voir p. 2.

Voir :

- 997 - 96 / 97 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.

Voir également :

- N° 6 : Rapport de la Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques.
- N° 7 : Texte adopté par les commissions.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

30 MEI 1997

WETSONTWERP

tot bekrachtiging van koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, en van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen (artikel 1, 3 tot 10)

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR MEVR. **Ingrid VAN KESSEL**
EN MEVR. **Greta D'HONDT**

(1) Samenstelling van de commissie : zie blz. 2.

Zie :

- 997 - 96 / 97 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.

Zie ook :

- N° 6 : Verslag van de Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven.
- N° 7 : Tekst aangenomen door de commissies.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné les articles du projet de loi à l'examen dont elle a été saisie au cours de ses réunions des 29 et 30 avril, 6 et 13 mai 1997.

I. — AFFAIRES SOCIALES

(articles 1^{er}, 7, 8, 9 et 10)

A. EXPOSE INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES

Le projet de loi à l'examen portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des trois lois-cadres du 26 juillet 1996 contient une liste limitée d'arrêtés royaux qui sont de la compétence du ministre des Affaires sociales.

Cette liste sera plus importante dans le projet de loi suivant qui sera déposé afin de confirmer des arrêtés pris en vertu des lois-cadres, étant donné que le Conseil des ministres a pris une série de décisions importantes au cours des dernières semaines.

Un premier arrêté royal concerne le règlement des frais d'administration de la Caisse des soins de santé de la SNCB. A ce jour, 30 millions de francs seulement ont été inscrits au budget de l'INAMI pour les frais d'administration de la Caisse des soins de santé. Les autres frais d'administration sont restés à charge de la SNCB.

Il a été convenu, dans le cadre du contrat de gestion conclu avec la SNCB, qu'à partir de l'agrément de la Caisse des soins de santé comme organisme assureur, les frais d'administration de la caisse seraient également inscrits au budget de l'INAMI, ainsi que cela se fait aussi pour les autres organismes assureurs.

Un montant de 375 millions de francs à titre provisoire est inscrit pour les frais d'administration sur la base d'une première estimation des frais d'administration réels de la Caisse des soins de santé. Ce montant peut être adapté avant la fin juin 1997 en fonction des résultats du calcul définitif du coût qui a été demandé à la SNCB.

(1) Composition de la commission :

Président : M. Chevalier.

A. — Titulaires :

C.V.P. Mme D'Hondt (G.), MM. Goutry, Lenssens, Mme Pieters (T.).
P.S. Mme Burgeon, MM. Delizée, Dighneef.
V.L.D. MM. Anthuenis, Chevalier, Valkeniers.
S.P. MM. Bonte, Vermassen.
P.R.L.- M. Bacquelaine, Mme Herzet.
P.S.C. M. Viseur (J.-J.).
VI. M. Van den Eynde.
Blok Agalev/M. Wauters.
Ecolo

B. — Suppléants :

M. Ansoms, Mmes Creyf, van Kessel, MM. Verherstraeten, Willems.
MM. Dufour, Harmegnies, Moock, Moriau.
MM. Cortois, De Grauwe, Lano, Van Aperen.
MM. Cuyt, Suykens, Verstraeten.
MM. D'hondt (D.), Michel, Wauthier.
Mme Cahay-André, M. Fournaux.
Mme Colen, M. Laeremans.
MM. Detienne, Vanoost.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. Mme Van de Castele.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft de artikelen van het wetsontwerp dat haar werd voorgelegd besproken tijdens haar vergaderingen van 29 en 30 april, 6 en 13 mei 1997.

I. — SOCIALE ZAKEN

(artikelen 1, 7, 8, 9 en 10)

A. INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN SOCIALE ZAKEN

Dit wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de drie kaderwetten van 26 juli 1996 bevat een beperkte lijst van koninklijke besluiten die onder de bevoegdheid van de minister van Sociale Zaken vallen.

Deze lijst zal belangrijker zijn in het volgende wetsontwerp inzake bekrachtiging van de « kader »-besluiten omdat in de voorbije weken een aantal belangrijke beslissingen zijn genomen door de Ministerraad.

Een eerste koninklijk besluit betreft de regeling van de administratiekosten van de Kas van de Geneeskundige verzorging van de NMBS. Tot op heden werd in het budget van het RIZIV slechts 30 miljoen frank ingeschreven voor de administratiekosten van de Kas van de geneeskundige verzorging. De overige administratiekosten bleven ten laste van de NMBS.

In het kader van het beheerscontract met de NMBS werd overeengekomen dat vanaf de erkenning van de Kas van de geneeskundige verzorging als verzekeringsinstelling, de administratiekosten van de Kas ook zouden worden opgenomen in de begroting van het RIZIV, zoals dit eveneens gebeurt voor de andere verzekeringinstellingen.

Op basis van een eerste schatting van de reële administratiekosten van de Kas van de geneeskundige verzorging, wordt voorlopig 375 miljoen frank administratiekosten ingeschreven. Dit bedrag kan voor eind juni 1997 worden aangepast op grond van de resultaten van de definitieve kostprijsberekening die gevraagd is aan de NMBS.

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Chevalier.

A. — Vaste leden :

C.V.P. Mevr. D'Hondt (G.), HH. Goutry, Lenssens, Mevr. Pieters (T.).
P.S. Mevr. Burgeon, HH. Delizée, Dighneef.
V.L.D. HH. Anthuenis, Chevalier, Valkeniers.
S.P. HH. Bonte, Vermassen.
P.R.L.- H. Bacquelaine, Mevr. Herzet.
P.S.C. H. Viseur (J.-J.).
VI. H. Van den Eynde.
Blok Agalev/H. Wauters.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

H. Ansoms, Mevr. Creyf, Mevr. van Kessel, HH. Verherstraeten, Willems.
HH. Dufour, Harmegnies, Moock, Moriau.
HH. Cortois, De Grauwe, Lano, Van Aperen.
HH. Cuyt, Suykens, Verstraeten.
HH. D'hondt (D.), Michel, Wauthier.
Mevr. Cahay-André, H. Fournaux.
Mevr. Colen, H. Laeremans.
HH. Detienne, Vanoost.

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. Mevr. Van de Castele.

L'arrêté suivant concerne les maisons de repos. Dans ce secteur, un budget global ainsi qu'un budget par établissement sont fixés à partir de 1997. Ce budget par établissement est déterminé dès le départ en fonction du *case-mix* historique des patients (situation du 2^e et du 3^e trimestre 1996) et sera affiné au cours des prochains mois et années. C'est dans ce but qu'a notamment été demandée une nouvelle enquête concernant la dépendance de l'ensemble des patients en matière de soins.

Le projet à l'examen prévoit que des mesures peuvent être prises en cas de risque de dépassement du budget global. Ces mesures peuvent concerner l'adaptation des interventions.

En raison du dépassement important de l'objectif budgétaire partiel du secteur des médicaments et parce qu'il faut du temps pour que les mesures correctrices adaptées (telles que la révision des critères d'agrément des médicaments dont le volume a augmenté de plus de 30 % au cours des quatre dernières années) deviennent opérantes, le gouvernement a décidé, le 23 décembre 1996, d'instaurer à titre de mesure conservatoire une taxe de 1 % sur le chiffre d'affaires de l'industrie pharmaceutique. Une décision récente du Conseil des ministres a porté cette taxe à 4 % en 1997.

La ministre espère qu'on parviendra à mieux gérer les hausses de volume dans le secteur des médicaments au cours des prochains mois, de telle sorte que de telles mesures linéaires ne soient plus nécessaires à l'avenir.

Un autre arrêté, qui modifie l'article 37, § 3, de la loi sur l'AMI, prévoit qu'une intervention forfaitaire peut être instaurée pour les produits pharmaceutiques qui sont administrés à des patients hospitalisés.

Sur proposition de la structure de concertation pour les hôpitaux, une intervention forfaitaire a donc été instaurée, le 1^{er} mai 1997, pour les antibiotiques utilisés en prophylaxie chirurgicale (deux autres arrêtés royaux, pris en exécution de l'article 37, § 3, nouveau de la loi sur l'AMI concrétisent cette mesure).

Un dernier arrêté repris sous le Titre VI du projet de loi a trait à une mesure concernant les honoraires des néphrologues, mesure permettant de réaliser une économie d'un montant de 200 millions de francs. Cette mesure était nécessaire en raison du dépassement de l'objectif budgétaire partiel en matière de dialyse rénale; tant la rubrique « honoraires » que la rubrique « forfaits » présentaient un dépassement.

Un réaménagement des forfaits (moins liés au prix de la journée d'entretien) a déjà permis de réaliser une économie de 295 millions de francs par rapport aux forfaits fixés par une décision antérieure du gouvernement. A défaut d'une mesure corrective claire concernant les honoraires en matière de dialyse

Een volgend besluit heeft betrekking op de rustoorden. In deze sector werd sinds 1997 een globaal budget vastgelegd alsmede een budget per inrichting. Dit budget per inrichting wordt bij de aanvang bepaald op basis van de historische *case-mix* aan patiënten (situatie van het 2^e en 3^e trimester 1996) en zal in de volgende maanden en jaren worden verfijnd. Daartoe is onder meer een nieuwe screening gevraagd van de zorgafhankelijkheid bij alle patiënten.

Het voorliggend ontwerp bepaalt dat maatregelen kunnen worden genomen ingeval het globaal budget dreigt overschreden te worden. Deze maatregelen kunnen betrekking hebben op de aanpassing van de tegemoetkomingen.

Wegens de aanzienlijke overschrijding van het partieel begrotingsobjectief van de sector geneesmiddelen en doordat de aangepaste correctiemaatregelen (zoals de herziening van de aannemingscriteria voor geneesmiddelen die een volumestijging van meer dan 30 % kenden in de voorbije 4 jaar) tijd vergen heeft de regering op 23 december 1996 als bewarende maatregel beslist een heffing van 1 % in te voeren op de omzet van de farmaceutische industrie. In een recente beslissing van de Ministerraad wordt die heffing op 4 % gebracht in 1997.

De minister hoopt dat men er in de volgende maanden in slaagt om de volumestijgingen in de sector van de geneesmiddelen beter te beheersen, zodat dergelijke lineaire maatregelen niet langer hoeven in de toekomst.

Een volgend besluit wijzigt artikel 37, § 3, van de ZIV-wet en bepaalt dat een forfaitaire tegemoetkoming kan worden ingevoerd voor de farmaceutische producten die toegediend worden aan patiënten opgenomen in een ziekenhuis.

Op voorstel van de overlegstructuur inzake ziekenhuizen wordt aldus vanaf 1 mei 1997 een forfaitaire tegemoetkoming ingevoerd voor de antibiotica in de chirurgische profylaxie (twee andere koninklijke besluiten, genomen ter uitvoering van het gewijzigde artikel 37, § 3, van de ZIV-wet concretiseren dat).

Een laatste besluit van Titel VI van het wetsontwerp handelt over een maatregel op het niveau van de honoraria van de nefrologen, waarmede een besparing wordt gerealiseerd ten belope van 200 miljoen frank. Deze maatregel was nodig gezien de overschrijding van het partieel begrotingsobjectief inzake nierdialyse; zowel het onderdeel honoraria, als het onderdeel forfaits kende een overschrijding.

Door een herschikking van de forfaits (minder gekoppeld aan de verpleegdagprijs) werd al een besparing van 295 miljoen frank gerealiseerd ten aanzien van de forfaits bij een eerdere beslissing van de regering. Bij gebrek aan duidelijke correctiemaatregel ten aanzien van de honoraria inzake nierdialyse

se rénale, le gouvernement a décidé d'abaisser les valeurs clés des codes de nomenclature relatifs à la dialyse rénale.

TITRE VII

L'instauration de la carte d'identité sociale constitue une étape importante de la modernisation de la sécurité sociale, en ce sens qu'elle s'avère être un outil important non seulement de la collecte des données mais encore de l'accès à celles-ci, par le biais du réseau de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

En effet, chaque assuré social dispose d'un numéro d'identification unique de la sécurité sociale qui permet son identification par tous les organismes de sécurité sociale.

De ce fait, en premier lieu, on doit en attendre un service plus rapide et plus correct pour l'assuré et, ensuite, la carte facilitera la déclaration que l'employeur ou d'autres instances, comme les organismes de paiement de pensions extra-légales, doivent faire concernant le travailleur.

Cette carte s'inscrit donc dans la logique de la modernisation visée par la loi du 26 juillet 1996 et, plus particulièrement, dans le contexte des articles 38, 40, 41 et 49 qui concernent en outre la simplification des obligations administratives.

B. DISCUSSION GENERALE

M. Wauters se réjouit de l'instauration de la carte d'identité sociale, laquelle comporte de nombreux avantages pour l'assuré social et les institutions de sécurité sociale.

En ce qui concerne les médicaments, l'intervenant souscrit, compte tenu de la nécessité de lutter contre la surconsommation médicale, au principe de l'arrêté royal du 4 février 1997 portant fixation pour 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques. Les mesures gouvernementales en la matière devraient toutefois être davantage concertées avec le secteur lors de leur élaboration, afin d'éviter de longs attermoissements.

L'orateur se rallie également à la diminution linéaire des valeurs des lettres-clés relatives aux honoraires médicaux afférents aux prestations d'hémodialyse.

Il est en revanche opposé à l'arrêté royal du 24 mars 1997 pris en application de l'article 10, 2° de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions. Cet arrêté octroie les pleins pouvoirs au gouvernement dans la fixation d'un budget annuel global des moyens financiers pour les maisons de repos pour personnes âgées.

Les mesures d'économie décidées dans le secteur (diminution du budget à concurrence d'un milliard de francs, réduction linéaire de 2 % des forfaits) sont

heeft de regering beslist om de sleutelwaarden van nomenclatuurcodes nierdialyse te verminderen.

TITEL VII

De invoering van de sociale identiteitskaart is een belangrijke mijlpaal in de modernisering van de sociale zekerheid. Die kaart is een belangrijk instrument, niet alleen voor het verzamelen van de gegevens, maar ook voor de toegang daartoe via de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Iedere sociaal verzekerde beschikt immers over een eigen identificatienummer voor de sociale zekerheid, waardoor hij door alle sociale-zekerheidsinstellingen kan worden geïdentificeerd.

Het ligt in de lijn van de verwachtingen dat de verzekerde op die manier eerst en vooral sneller en correcter zal worden bediend; daarnaast zal die kaart de aangiftes vergemakkelijken die de werkgever of andere instanties (zoals de uitbetalingsinstellingen van bovenwettelijke pensioenen) in verband met de werknemer moeten doen.

Die kaart past dus in de logica van de door de wet van 26 juli 1996 bedoelde modernisering. Ter zake denken we vooral aan de artikelen 38, 40, 41 en 49, die ook betrekking hebben op de vereenvoudiging van de administratieve verplichtingen.

B. ALGEMENE BESPREKING

De heer Wauters is opgetogen over de invoering van de sociale identiteitskaart, die de sociaal verzekerde en de sociale-zekerheidsinstellingen tal van voordelen biedt.

In verband met de geneesmiddelen gaat de spreker, gelet op de noodzaak om medische overconsumptie tegen te gaan, akkoord met het principe van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten. De regeringsmaatregelen ter zake behoren echter in nauwer overleg met de sector te worden uitgewerkt, om te voorkomen dat lang wordt getalmd.

De spreker is het ook eens met de lineaire vermindering van de waarden van de sleutelletters in verband met de artsenhonoraria voor prestaties inzake hemodialyse.

Hij verzet zich echter tegen het koninklijk besluit van 24 maart 1997 genomen ter uitvoering van artikel 10, 2°, van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels. Dat besluit kent de regering volmachten toe om een totaal jaarbudget aan financiële middelen voor bejaardenrusthuizen vast te leggen.

Gelet op de acute en toenemende behoeften aan verzorging van de bejaarden, zijn de bezuinigingsmaatregelen waartoe voor die sector beslist werd

injustifiées compte tenu des besoins aigus et accrus des personnes âgées en matière de soins. De plus, leur effet est pervers dans la mesure où le danger est réel de voir leur coût répercuté sur les patients ou le personnel soignant.

Or, la quote-part des patients et la pression sur le personnel ont déjà dépassé les limites du supportable.

On peut craindre que d'autres critères que l'état de santé seront utilisés en ce qui concerne l'accès des personnes âgées aux soins de santé.

L'intervenant annonce par conséquent le dépôt d'un amendement.

M. Valkeniers s'interroge sur les catégories de lits (MRS, MRPA) visées par les mesures gouvernementales en matière de politique du troisième âge.

La ministre des Affaires sociales signale qu'une conférence interministérielle (Etat, Communautés, Régions) relative à la politique de santé du troisième âge est en voie de conclure un protocole d'accord en ce qui concerne les maisons de repos.

L'évaluation budgétaire de ce protocole doit encore être finalisée. Ledit protocole vise à maîtriser l'offre en prévoyant un moratoire d'un an afférent aux nouveaux lits de maisons de repos ordinaires. Il tend d'autre part, compte tenu de la nécessité de faire face au vieillissement, à assurer graduellement et à terme, dans le cadre du nombre de lits existants, une reconversion des lits de maisons de repos en lits de maisons de repos et de soins, afin de dégager le nombre de places nécessaires (évalué entre 18 000 et 22 000) pour les personnes fortement tributaires de soins.

Une radioscopie faite durant cette période d'un an de l'ensemble des besoins dans les différentes Communautés et Régions permettra d'assurer un financement INAMI complémentaire graduel (le forfait ad hoc étant porté en l'occurrence de 1 400 à 1 800 francs par lits en ce qui concerne les personnes âgées fortement tributaires de soins).

Ce financement complémentaire autorisera la conversion, à terme (en cinq ans), du forfait C+ en forfait MRS. L'augmentation de ce forfait correspond au demeurant tant à la demande du « *Verbond voor verzorgingsinstellingen* » qu'à celle de l'Union des villes et des communes en ce sens.

D'autre part, le budget 1997 des maisons de repos est basé sur les dépenses provisoires de 1996, augmentées de la valeur de l'inflation, affectées d'un coefficient de vieillissement de 1,4 % et complétées d'une « marge de sécurité » de 300 millions de francs.

Le budget total s'élève donc à 13,9 milliards de francs et les économies peuvent être évaluées à 960 millions de francs par rapport aux prévisions initiales de la commission de conventions de l'INAMI.

Le protocole d'accord prévoit d'autre part que toutes formes d'accueil atypiques et nouvelles, lesquelles

(vermindering van de begroting met een miljard frank, lineaire vermindering met 2 % van de forfaitaire betalingen) onverantwoord. Bovendien sorteren dergelijke maatregelen kwalijke gevolgen : het is immers hoegenaamd niet denkbeeldig dat de kosten ervan naar de patiënten of het verplegend personeel worden doorgeschoven.

De bijdragen waarvoor de patiënt moet opdraaien en de werkdruk op het personeel hebben echter reeds de grenzen van het aanvaardbare overschreden.

De vrees bestaat dat voor de toegang van bejaarden tot de gezondheidszorg andere dan gezondheids-criteria zullen worden gehanteerd.

De spreker kondigt bijgevolg aan dat hij een amendement zal indienen.

De heer Valkeniers heeft vragen bij de categorieën van bedden (RVT, ROB) die onder de regeringsmaatregelen inzake het bejaardenbeleid vallen.

De minister van Sociale Zaken merkt op dat een interministeriële conferentie (Staat, gemeenschappen, gewesten) over het gezondheidsbeleid voor de derde leeftijd op het punt staat een protocolakkoord over de rusthuizen te sluiten.

De budgettaire evaluatie van dat protocol is nog niet helemaal rond. Dat protocol wil het aanbod in de hand houden door voor nieuwe bedden in gewone rusthuizen een moratorium van een jaar in te bouwen. Anderzijds is het erop gericht om, gelet op de noodzaak om in te spelen op de vergrijzing van de bevolking, geleidelijk en op termijn een aantal van de bestaande ROB-bedden tot RVT-bedden om te vormen. Op die manier komen voor de zwaar hulpbehoevende bejaarden de noodzakelijke bedden vrij (dat aantal wordt op 18 000 à 22 000 geraamd).

Gedurende die periode van een jaar zal een doorlichting van alle behoeften in de verschillende gemeenschappen en gewesten worden uitgevoerd. Aan de hand daarvan zal een geleidelijke bijkomende RIZIV-financiering worden gewaarborgd (voor zwaar hulpbehoevende bejaarden zal het forfait in casu van 1 400 tot 1 800 frank per bed worden gebracht).

Dankzij die bijkomende financiering kan het C+-forfait op termijn (na vijf jaar) tot een RVT-forfait worden omgevormd. De verhoging van die forfaitaire bijdrage stemt overigens zowel met de vraag van het Verbond voor verzorgingsinstellingen als met die van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten overeen.

Anderzijds berust de begroting 1997 voor de rusthuizen op de voorlopige uitgaven van 1996, verhoogd met het inflatiepercentage, met toepassing van een vergrijzingscoëfficiënt van 1,4 % en aangevuld met een « veiligheidsmarge » van 300 miljoen frank.

De totale begroting bedraagt dus 13,9 miljard frank en uitgaande van de oorspronkelijke prognoses van de overeenkomstcommissie van het RIZIV, kunnen de bezuinigingen op 960 miljoen frank worden geraamd.

Het protocolakkoord bepaalt anderzijds dat alle nieuwe en ongewone vormen van opvang die gemeen-

les seraient reconnues par les Communautés et Régions, pourraient donner droit, en ce qui concerne leur volet soins, à l'intervention de l'INAMI.

M. Wauters s'interroge sur la nature de l'étude déterminant l'état des besoins des personnes âgées (qui fondera la décision de reconversion des lits MRPA en lits MRS) ainsi que sur le suivi de cette étude. D'autre part, quelles études fonderont les décisions politiques futures ?

M. Valkeniers s'interroge sur la praticabilité de la norme de croissance réelle maximale des dépenses en soins de santé de 1,5 %, compte tenu, d'une part, des engagements contractés au niveau des Communautés qui grèvent le budget de l'assurance soins de santé et, d'autre part, de l'accroissement constant des dépenses de cette même assurance suite au vieillissement de la population.

On peut se demander, en particulier, s'il appartient au secteur de l'assurance maladie de financer des soins corporels prodigués aux personnes âgées.

Ne serait-il dès lors pas indiqué de rechercher un autre mode de financement du secteur des personnes âgées, en l'occurrence via l'instauration de l'assurance dépendance ? Quel est l'état d'avancement des négociations, dont l'urgence est évidente, entre le gouvernement fédéral et les gouvernements de Communauté à ce sujet ?

La ministre signale qu'une étude provisoire existe en ce qui concerne la délimitation des besoins des personnes âgées. Une radioscopie du secteur des maisons de repos est actuellement opérée et les Communautés et Régions ont également effectué des études en la matière.

Elle se déclare disposée à transmettre à la commission ces différentes études au fur et à mesure de leur finalisation.

Une conférence interministérielle de la Santé publique examine depuis cinq ans la question de l'assurance autonomie. Des problèmes divers se sont posés au niveau de certaines Communautés lorsqu'il s'est agi d'instaurer pareille assurance sur le plan fédéral. D'autre part, le financement d'une telle assurance par le biais d'un accord interprofessionnel n'a pas été retenu.

En toute hypothèse, les réunions se poursuivent avec les Communautés et Régions.

schappen en gewesten zouden erkennen, voor het onderdeel « verzorging » recht kunnen geven op een tegemoetkoming door het RIZIV.

De heer Wauters heeft vragen bij de aard van het onderzoek naar de behoeften van de bejaarden (dat aan de basis zal liggen van de beslissing tot omzetting van de ROB-bedden in RVT-bedden) alsook bij de opvolging van dat onderzoek. Op welke onderzoeken zullen de toekomstige politieke beslissingen trouwens worden gebaseerd ?

De heer Valkeniers heeft vragen bij de haalbaarheid van de reële groeinorm voor de uitgaven in de sector van de gezondheidszorg van maximum 1,5 %, gelet op enerzijds de op gemeenschapsniveau aangegane verbintenissen die op de begroting van de verzekering voor geneeskundige verzorging wegen en anderzijds de constante uitgavenstijging in diezelfde verzekering ten gevolge van de vergrijzing van de bevolking.

Men kan zich met name afvragen of het de taak is van de sector van de ziekteverzekering om de aan de bejaarden toegediende lichamelijke verzorging te financieren.

Zou het bijgevolg niet aangewezen zijn naar een andere financieringswijze voor de bejaardensector te zoeken, in dit geval door de afhankelijkheidsverzekering in te voeren ? Hoe vorderen de — manifest noodzakelijke — onderhandelingen ter zake tussen de federale regering en de gemeenschapsregeringen ?

De minister stipt aan dat er een voorlopige studie bestaat met betrekking tot het bepalen van de behoeften van de bejaarden. Momenteel wordt de sector van de rusthuizen doorgelicht. Ook de gewesten en de gemeenschappen hebben ter zake onderzoek gevoerd.

Ze verklaart bereid te zijn die verschillende onderzoeken aan de commissie over te zenden zodra de resultaten bekend zijn.

Sinds vijf jaar bestudeert een interministeriële conferentie inzake Volksgezondheid het vraagstuk van de afhankelijkheidsverzekering. Bij bepaalde gemeenschappen rezen een aantal problemen toen het erop aan kwam op federaal vlak een soortgelijke verzekering in te voeren. De financiering van een soortgelijke verzekering via een centraal akkoord werd overigens niet in aanmerking genomen.

De onderhandelingen met de gemeenschappen en gewesten worden in elk geval voortgezet.

C. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

TITRE I^{er}*Disposition générale*Article 1^{er}

Cet article n'appelle pas d'observations et est adopté à l'unanimité.

TITRE VI

*Maîtrise des dépenses dans le secteur soins de santé
(articles 7 et 8)*

La commission décide pour des motifs d'ordre légistique d'examiner et de voter séparément sur chaque subdivision des articles 7 et 8.

Art. 7

Article 7, 1^o

M. Valkeniers s'interroge sur la justification du maintien d'un régime préférentiel (notamment sur le plan du remboursement des médicaments) d'assurance soins de santé pour les personnes affiliées à la Caisse des soins de santé de la SNCB.

Mme Van de Castele déclare que le régime spécial prévu pour la SNCB se justifie comme assurance complémentaire, en plus du régime général des travailleurs salariés, pour laquelle l'employeur, en l'occurrence les pouvoirs publics, et les travailleurs acquittent une cotisation distincte.

En ce qui concerne le montant des frais d'administration de la Caisse des soins de santé précitée, l'intervenante constate qu'il est fixé à 375 millions de francs pour 1996. Elle s'interroge sur l'évolution de ce montant en 1997 ainsi que sur la proportionnalité dudit montant par rapport à ceux des frais d'administration alloués aux unions nationales de mutualités et à la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité.

La ministre signale que le montant des frais d'administration de la Caisse des soins de santé alloué en 1997 se situe (évaluation provisoire) entre 375 et 424 millions de francs.

*
* *

C. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN
STEMMINGEN

TITEL I

Algemene bepaling

Artikel 1

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

TITEL VI

*Beheersing van de uitgaven in de gezondheidssector
(de artikelen 7 en 8)*

Om wetgevingstechnische redenen beslist de commissie elke onderafdeling van de artikelen 7 en 8 afzonderlijk te bespreken en in stemming te brengen.

Art. 7

Artikel 7, 1^o

De heer Valkeniers heeft vragen bij de redenen die worden aangevoerd voor het behoud van een preferentieel stelsel (met name voor de terugbetaling van geneesmiddelen) in de verzekering voor geneeskundige verzorging voor de personen die bij de Kas van de geneeskundige verzorging van de NMBS zijn aangesloten.

Mevrouw Van de Castele stelt dat het speciaal stelsel voor de NMBS wordt verantwoord als bijkomende verzekering bovenop het algemeen stelsel van de werknemers waarvoor door de werkgever, hier de overheid, en de werknemers een aparte bijdrage wordt betaald.

Wat de administratiekosten van voornoemde Kas van de geneeskundige verzorging betreft, stelt de spreekster vast dat die voor 1996 op 375 miljoen frank zijn vastgelegd. Ze heeft vragen bij de ontwikkelingen van dat bedrag in 1997 alsook bij de evenredigheid ervan in verhouding tot de administratiekosten die aan de landsbonden der ziekenfondsen en aan de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering worden toegekend.

De minister stipt aan dat het bedrag van de administratiekosten dat voor 1997 aan de Kas van de geneeskundige verzorging wordt toegekend, zich tussen 375 en 424 miljoen frank bevindt (voorlopige raming).

*
* *

L'article 7, 1° est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Article 7, 2°

L'amendement n° 14 (Doc. n° 997/4) de *MM. Wauters et Detienne* vise à supprimer cette subdivision de l'article proposé.

M. Wauters indique que comme le souligne le Conseil d'Etat, la délégation conférée au Roi par l'arrêté royal du 24 mars 1997 est beaucoup trop étendue, quant à sa durée et quant à la matière considérée (fixation du budget des maisons de repos). Plus fondamentalement, cet arrêté royal restreint fortement l'accès aux soins procurés aux personnes âgées, ce qui est socialement inacceptable.

La ministre renvoie à son intervention dans la discussion générale. Elle ajoute que le texte de l'arrêté royal précité a été adapté en fonction des observations du Conseil d'Etat.

*
* *

L'article 7, 2° est adopté par 10 voix contre 4.

L'amendement n° 14 de *MM. Wauters et Detienne* devient par conséquent sans objet.

*
* *

L'ensemble de l'article 7 est adopté par 10 voix contre 4.

Art. 8

Article 8, 1°

Mme Van de Castele s'interroge sur le premier exercice comptable visé par la cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques, sur les pourcentages successifs de cette cotisation ainsi que sur les personnes physiques ou morales et le stade précis de la production et/ou distribution visés par ladite cotisation. D'autre part, elle n'est pas opposée au principe d'un effort du secteur pharmaceutique dans le cadre de la recherche d'un équilibre budgétaire de l'assurance soins de santé mais elle estime que la cotisation précitée ne constitue pas un choix adéquat à cet égard.

M. Valkeniers souligne l'insécurité juridique ainsi que le danger économique (découragement de nouveaux investissements en Belgique du secteur pharmaceutique) suscités par les augmentations et modifications répétées, sous prétexte de remédier aux déficits budgétaires de l'assurance soins de santé, du

Artikel 7, 1°, wordt aangenomen met 10 stemmen en 4 onthoudingen.

Artikel 7, 2°

Amendement n° 14 (Stuk n° 997/4) van *de heren Wauters en Detienne* strekt ertoe die onderverdeling van het voorgestelde artikel weg te laten.

De heer Wauters wijst er net als de Raad van State op dat de machtiging die door het koninklijk besluit van 24 maart 1997 aan de Koning wordt verleend, veel te uitgebreid is, zowel wat de duur als wat de inhoud betreft (bepaling van de begroting voor de rusthuizen). Dat koninklijk besluit beperkt met name in grote mate de toegang tot de bejaardenzorg, wat sociaal onaanvaardbaar is.

De minister verwijst naar haar betoog tijdens de algemene bespreking. Ze voegt eraan toe dat de tekst van het voornoemde koninklijk besluit werd aangepast in het licht van de opmerkingen van de Raad van State.

*
* *

Artikel 7, 2°, wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 14 van *de heren Wauters en Detienne* vervalt bijgevolg.

*
* *

Het gehele artikel 7 wordt aangenomen met 10 tegen 4 stemmen.

Art. 8

Artikel 8, 1°

Mevrouw Van de Castele heeft vragen bij het eerste boekjaar waarop de heffing op de omzet van sommige farmaceutische produkten betrekking heeft, bij de opeenvolgende percentages van die heffing, alsook bij de natuurlijke of rechtspersonen of het juiste productie- of distributiestadium waarvoor de voornoemde heffing geldt. Ze is trouwens niet gekant tegen het principe dat de geneesmiddelensector bij het streven naar een begrotingsevenwicht in de verzekering voor geneeskundige verzorging een inspanning moet leveren, maar ze meent dat de voornoemde heffing in dat verband geen goede keuze is.

De heer Valkeniers legt de nadruk op de rechtsonzekerheid alsook op het economische gevaar (ontmoediging van nieuwe investeringen van de geneesmiddelensector in België) ten gevolge van de herhaalde stijgingen en aanpassingen van het percentage van de voornoemde heffing onder het mom

pourcentage de la cotisation précitée. Il s'interroge sur les raisons de ces augmentations.

D'autre part, il serait indiqué d'avoir une meilleure vue d'ensemble, coordonnée sur le plan européen, sur la fixation du prix coûtant des molécules thérapeutiques. L'orateur souhaite que dans cette perspective, la ministre prenne une initiative.

M. Detienne n'est pas opposé au principe de la cotisation précitée de 4 %, étant donné le caractère florissant du secteur pharmaceutique, lequel doit une partie de son succès à l'important contrat avec la société au travers de l'intervention de la sécurité sociale.

Toutefois, des réformes fondamentales devraient pouvoir être menées, sans atteindre aux droits du patient, dans le secteur du médicament (notamment en ce qui concerne les médicaments génériques et le conditionnement). L'industrie pharmaceutique oppose une résistance à cet égard et le risque existe de voir la cotisation précitée utilisée dans le rapport de force en la matière afin de ne pas entreprendre de telles réformes en question.

M. Vermassen estime qu'au-delà des efforts légitimement exigés du secteur pharmaceutique, des mesures davantage structurelles doivent être prises, en ce sens qu'il convient d'agir sur le comportement prescripteur des médecins. Le réseau Pharmanet peut y contribuer à cet égard. De plus, les dispensateurs de soins devraient être mieux informés, de manière indépendante, par l'autorité publique, de manière à prescrire moins de médicaments et à en prescrire de moins onéreux.

La ministre indique que la cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques, qui frappe tous les médicaments remboursables par l'INAMI qui sont sur le marché belge, a toujours connu un maximum de 3 %.

A titre exceptionnel et vu la nécessité de rétablir l'équilibre financier de l'assurance soins de santé, l'arrêté royal du 16 avril 1997 (modifiant l'arrêté royal du 4 février 1997 portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques) a porté ce maximum à 4 % pour 1997. Le prélèvement de 1 %, effectué fin 1996 suite à la décision du Conseil des ministres du 23 décembre 1996, l'a été à titre provisionnel.

Le principe d'une cotisation ne pose pas de problèmes majeurs pour l'industrie pharmaceutique.

Toutefois, des mesures structurelles telles que le blocage des prix deux ans consécutivement, la réduction de 2 % en 1996 du prix des médicaments, la diminution de 4 % du prix des médicaments remboursés depuis plus de 15 ans, l'alignement du prix de la copie sur celui du générique paraissent moins acceptées par le secteur.

van een maatregel tegen het begrotingstekort in de verzekering voor geneeskundige verzorging. Hij vraagt zich af wat de redenen voor die stijgingen zijn.

Men zou voorts een beter algemeen inzicht moeten krijgen in de manier waarop op Europees vlak de kostprijs van de therapeutische moleculen wordt bepaald. De spreker wenst dat de minister in dat verband een initiatief zou nemen.

De heer Detienne is niet gekant tegen het beginsel van de voormelde bijdrage van 4 %, want de farmaceutische sector is een bloeiende nijverheidstak waarvan het succes voor een groot deel te danken is aan het belangrijk contract met de maatschappij via de tegemoetkoming van de zijde van de sociale zekerheid.

Dat neemt echter niet weg dat op het gebied van de geneesmiddelen (en met name wat de generische geneesmiddelen en de verpakking betreft) fundamentele hervormingen wenselijk zijn zonder dat aan de rechten van de patiënten wordt geraakt. De farmaceutische industrie verzet zich daartegen en het is niet denkbeeldig dat de voormelde bijdrage zou worden aangewend in de machtsverhouding ter zake om de bedoelde hervormingen te kunnen ontwijken.

De heer Vermassen meent dat naast de inspanningen die terecht van de farmaceutische sector gevergd worden, meer structurele maatregelen nodig zijn, meer bepaald wat het voorschrijfgedrag van de artsen betreft. Pharmanet kan daartoe bijdragen en bovendien zou de overheid de zorgverleners beter en objectiever moeten voorlichten om ertoe te komen dat die minder en goedkoper geneesmiddelen zouden voorschrijven.

De minister merkt op dat de bijdrage op de omzet van bepaalde farmaceutische producten, zoals die op alle op de Belgische markt verkrijgbare en door het RIZIV terugbetaalbare geneesmiddelen geheven wordt, nooit hoger was dan 3 %.

Bij wijze van uitzondering en gelet op de noodzaak het financiële evenwicht van de verzekering voor geneeskundige verzorging te herstellen, heeft het koninklijk besluit van 16 april 1997 (tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten) het maximum voor 1997 op 4 % gebracht. De eind 1996 als gevolg van de beslissing van de Ministerraad van 23 december 1996 verrichte 1 %-heffing was louter provisioneel.

Het beginsel van een bijdrage levert voor de farmaceutische industrie geen al te grote problemen op.

Structurele maatregelen, zoals de prijsblokkering gedurende twee opeenvolgende jaren, de vermindering met 2 % van de geneesmiddelenprijzen in 1996, de verlaging met 4 % van de prijs der sedert meer dan 15 jaar terugbetaalde geneesmiddelen, de aanpassing van de prijs van de kopie aan die van het generisch model lijken minder goed te worden aanvaard.

Il en va de même des ébauches de nouvelles mesures, telles que l'étude de nouveaux conditionnements et l'information objective du dispensateur de soins.

Une série d'autres mesures ont encore été prises récemment comme une diminution de 20 % d'un certain nombre d'anti-ulcéreux et des réductions de prix pour certains anti-dépresseurs et hypolipémiants.

Un étude récente du CRIOC (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de consommateurs) confirme que la Belgique détient le record européen en matière de consommation de médicaments, principalement en ce qui concerne les psychotropes (anxiolytiques, anti-dépresseurs) et les corticostéroïdiens. Le débat afférent à la politique du médicament concerne donc l'autorité publique, les dispensateurs de soins mais également les consommateurs.

Par ailleurs, il conviendrait de procéder à une fixation du prix au niveau européen ainsi qu'à une uniformisation et à un raccourcissement des procédures.

Cela étant, le dépassement en 1996, à concurrence de 6 milliards de francs, de l'objectif budgétaire partiel ainsi que la nécessité de pourvoir à de nouveaux besoins justifient le cumul de différentes mesures.

M. Valkeniers estime que les mesures linéaires ne sont pas indiquées étant donné qu'elles frappent indistinctement les sous-secteurs ayant respectivement respecté (de manière correcte) ou non leur enveloppe budgétaire.

*
* *

L'article 8, 1° est adopté par 10 voix contre 3 et une abstention.

Article 8, 2°

Cette subdivision est adoptée, sans observations, par 10 voix contre 3 et une abstention.

Article 8, 3°

Cette subdivision est adoptée, sans discussion, par 11 voix et 3 abstentions.

*
* *

L'ensemble de l'article 8 est adopté par 10 voix contre 3 et une abstention.

Dat geldt ook voor de geplande nieuwe maatregelen zoals de studie van nieuwe verpakkingen en de objectieve voorlichting van de zorgverleners.

Recent werden nog een aantal andere maatregelen genomen, zoals een vermindering met 20 % van een aantal geneesmiddelen tegen maagzweren en prijsdalingen voor sommige antidepressiva en middelen tegen hypolipemie.

Uit een recente studie van de CRIOC (consumentenvereniging) blijkt dat België inzake geneesmiddelenverbruik Europees recordhouder is en dat geldt vooral voor de psychotrope stoffen (anxiolytica, antidepressiva) en de corticosteroiden. Bij de discussie over het geneesmiddelenbeleid moeten dus niet alleen de overheid en de zorgverleners, maar ook de consumenten worden betrokken.

Overigens zouden de prijzen op Europees vlak moeten worden vastgesteld en daarnaast is een standaardisering en een verkorting van de procedures noodzakelijk.

Mede gelet daarop verantwoorden de overschrijding in 1996 van de partiële begrotingsdoelstelling ten belope van 6 miljard frank, alsmede de noodzaak in nieuwe behoeften te voorzien, dat gelijktijdig verschillende maatregelen worden genomen.

De heer Valkeniers meent dat lineaire maatregelen niet aangewezen zijn want die treffen zonder onderscheid alle subsectoren, dus ook die welke hun begrotingsenveloppe respecteren.

*
* *

Artikel 8, 1°, wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 8, 2°

Over deze onderverdeling worden geen opmerkingen gemaakt en ze wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 8, 3°

Over deze onderverdeling worden geen opmerkingen gemaakt en ze wordt aangenomen met 11 stemmen en 3 onthoudingen.

*
* *

Het gehele artikel 8 wordt aangenomen met 10 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

TITRE VII

Meilleure gestion dans la sécurité sociale

Art. 9

Pour des motifs d'ordre légistique, la commission décide d'examiner et de voter séparément sur chaque subdivision de l'article 9.

Article 9, 1°

M. Van den Eynde indique que pour des raisons de respect de la législation sur l'emploi des langues en matière administrative (qui, d'ordre public, a imposé, suite à un acquis social, l'unilinguisme des régions linguistiques en Belgique, hormis celle de Bruxelles), il est tout à fait opposé au projet d'instauration de cartes trilingues d'identité sociale.

Ce projet est-il concrétisé ? Dans l'affirmative, comment est-il justifiable ?

La ministre signale qu'aux termes du rapport au Roi précédant le projet d'arrêté royal pris en exécution de l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux, le modèle de carte retenu ne reprendra aucun libellé dans aucune langue. Il sera couvert de pictogrammes. La mention même de carte d'identité sociale n'apparaîtra pas sur la carte. Les données personnelles propres à chaque assuré social seront imprimées sur le recto de la carte de façon à être identifiées sans aucune équivoque. Un logo apparaîtra sur le verso, permettant d'identifier qu'il s'agit de la carte d'identité sociale et comportant la mention SIS, ce qui peut signifier, au choix, tant « *Sociaal Informatie systeem* », « *Système d'information sociale* » que « *Sozial Informationssystem* ».

Cette explication a été fournie, sur demande, à la commission permanente de contrôle linguistique.

En ce qui concerne la langue d'impression des données personnelles, l'article 4 du projet d'arrêté royal prévoit que les nom et prénom des assurés sociaux sont imprimés avec les mêmes caractères que ceux figurant sur la carte d'identité; les autres données, telles que date de naissance et numéro d'identification de la sécurité sociale, étant quant à elles imprimées en caractères numériques.

M. Van den Eynde aurait préféré que les mentions reprises sur la carte d'identité sociale figurent, plus simplement, dans la langue de la région linguistique considérée.

Mme Cahay-André s'interroge sur la consultation de la Commission de protection de la vie privée.

TITEL VII

Beter beheer in de sociale zekerheid

Art. 9

Om redenen van wetgevingstechnische aard beslist de commissie iedere onderverdeling van artikel 9 afzonderlijk te onderzoeken en er op dezelfde wijze over te stemmen.

Artikel 9, 1°

De heer Van den Eynde wijst erop dat hij, wegens de noodzaak van de naleving van de wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken (dat zijn wetten van openbare orde die, als gevolg van een sociale verworvenheid, de eentaligheid van de Belgische taalgebieden, Brussel uitgezonderd, opgelegd hebben) volstrekt gekant is tegen de geplande invoering van drietalige sociale-identiteitskaarten.

Heeft dat ontwerp concrete vorm gekregen ? Zo ja, hoe is het te rechtvaardigen ?

De minister merkt op dat, volgens het verslag aan de Koning dat voorafging aan het ontwerp van koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 4, 1°, van het koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale-identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden, de kaart geen enkele vermelding in welke taal dan ook zal bevatten. Er zal alleen gebruik worden gemaakt van pictogrammen en zelfs de vermelding « sociale-identiteitskaart » blijft achterwege. De persoonsgegevens van iedere sociaal verzekerde zullen worden afgedrukt op de voorzijde van de kaart opdat ze ondubbelzinnig geïdentificeerd kunnen worden. Op de keerzijde bevinden zich enerzijds een logo waaruit kan worden opge maakt dat het om de sociale-identiteitskaart gaat en anderzijds de letters SIS, die naar keuze « Sociaal Informatie Systeem », « *Système d'information sociale* » en « *Sozial Informationssystem* » kunnen betekenen.

Die uitleg werd op haar verzoek verstrekt aan de vaste commissie voor taaltoezicht.

Inzake de taal waarin de persoonsgegevens afgedrukt worden, bepaalt artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit dat de naam en voornaam van de sociaal verzekerden met dezelfde lettertekens worden afgedrukt als die welke op de identiteitskaart staan; de andere gegevens, zoals de geboortedatum en het identificatienummer van de sociale zekerheid, worden in numerieke lettertekens afgedrukt.

De heer Van den Eynde zou liever gehad hebben dat de vermeldingen op de sociale-identiteitskaart gewoon zouden worden opgesteld in de taal van het betrokken taalgebied.

Mevrouw Cahay-André heeft vragen bij de raadpleging van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

La ministre relève que la Commission de protection de la vie privée vient de rendre d'initiative ce 30 avril 1997 un avis (n° 12/97) concernant l'arrêté royal précité du 18 décembre 1996.

Mme Van de Castele estime que l'instauration de la carte d'identité sociale posera un certain nombre de problèmes pratiques, notamment pour les jeunes enfants qui devront toujours être en possession de leur carte.

Mme D'Hondt souligne, compte tenu du fait que chacun, y compris les enfants, disposera d'une carte d'identité sociale en 1998-1999, la nécessité d'avoir une certaine souplesse quant à l'utilisation de cette carte. Elle songe notamment aux enfants placés dans les diverses structures d'accueil, les familles d'accueil ou les centres d'accueil parascolaires et qui devront toujours être en possession de leur carte d'identité sociale au cas où il devrait être fait appel à une aide médicale.

Toutefois, si, à la sortie de son travail, l'un des parents souhaite acheter des médicaments pour son enfant avant de récupérer celui-ci au centre d'accueil, il devra, lui aussi, présenter la carte d'identité sociale à la pharmacie. Ce genre de problème concret devrait pouvoir être résolu, étant donné que la carte d'identité sociale sera une carte « intelligente » qui contiendra donc un « support de données ».

Cette question a du reste déjà été abordée lors de la visite rendue récemment par la commission des Affaires sociales à la Banque carrefour de la sécurité sociale.

A-t-on procédé à des études à cet égard ? Le CNT a-t-il été consulté en la matière ?

La ministre relève que le CNT a été associé, à sa demande, via un comité *ad hoc*, aux travaux d'élaboration de la carte d'identité sociale.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que la carte d'identité sociale sera également un instrument de contrôle par rapport à certaines prescriptions sociales.

*
* *

L'article 9, 1° est adopté par 11 voix contre une et une abstention.

Article 9, 2°

L'amendement (n° 12, Doc. n° 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise à supprimer la disposition proposée.

M. Wauters s'oppose au transfert de 800 millions de francs des réserves du régime des ALE au profit du financement des dépenses du chômage; il serait plus indiqué d'utiliser ces réserves de manière active

De minister merkt op dat de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op 30 april 1997 op eigen initiatief een advies (n° 12/97) heeft uitgebracht over het voormelde koninklijk besluit van 18 december 1996.

Mevrouw Van de Castele meent dat de invoering van de sociale identiteitskaart een aantal praktische problemen zal meebrengen, onder andere voor kleine kinderen die hun kaart steeds bij zich moeten hebben.

Mevrouw D'Hondt benadrukt dat aangezien eenieder, kinderen inbegrepen, in 1998-1999 over een sociale-identiteitskaart zal beschikken, men een zekere soepelheid aan de dag zal moeten leggen inzake het gebruik ervan. Zij denkt hier meer bepaald aan kinderen die in de diverse dagopvangmogelijkheden, onthaalgezinnen en buitenschoolse kinderopvang dus steeds hun persoonlijke sociale identiteitskaart moeten hebben voor het geval bijvoorbeeld een beroep zou moeten gedaan worden op medische hulp.

Maar wanneer bijvoorbeeld één van de ouders na het werk geneesmiddelen voor dat kind wenst op te halen in de opvang moet ook hij/zij bij de apotheker de sociale identiteitskaart kunnen voorleggen. Aangezien de sociale identiteitskaart een zogezegd « intelligente kaart » zal zijn en dus een « gegevensdrager » zal bevatten, moet het mogelijk zijn een oplossing te vinden voor dergelijke concrete problemen.

Dit werd trouwens ook reeds « aangekaart » naar aanleiding van het bezoek dat de commissie voor Sociale Zaken kortgeleden kon brengen aan de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid.

Werden daaromtrent reeds studies verricht ? Werd de NAR daarover geraadpleegd ?

De minister merkt op dat de NAR op zijn verzoek via een comité *ad hoc* bij het opmaken van de sociale-identiteitskaart betrokken werd.

Overigens mag men niet vergeten dat die kaart ook een instrument zal zijn om controle uit te oefenen op de naleving van bepaalde sociale voorschriften.

*
* *

Artikel 9, 1° wordt aangenomen met 11 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Artikel 9, 2°

Amendement n° 12 (Stuk n° 997/4) van de heren Wauters en Detienne strekt ertoe de voorgestelde bepaling weg te laten.

De heer Wauters verzet zich tegen de overdracht van 800 miljoen frank van de reserves van het stelsel van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen ter financiering van de werkloosheidsuitgaven. Het

en vue d'améliorer le statut des chômeurs mis au travail dans le système des ALE.

*
* *

L'article 9, 2° est adopté par 9 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 12 de MM. Wauters et Detienne, visant à supprimer cette subdivision d'article, est par conséquent sans objet.

Article 9, 3°

L'amendement (n° 13, Doc. n° 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise à supprimer la disposition proposée.

M. Wauters indique que pour les motifs explicités dans la discussion générale (cf. *infra*, point II, B), il est opposé à la possibilité de récupérer des prestations de sécurité sociale, indûment versées par un organisme déterminé de sécurité sociale, sur des prestations allouées par d'autres institutions de sécurité sociale.

*
* *

L'article 9, 3° est adopté par 9 voix contre une et 3 abstentions.

L'amendement n° 13 de MM. Wauters et Detienne, visant à supprimer cette subdivision d'article, est par conséquent sans objet.

L'ensemble de l'article 9 est adopté par 9 voix contre une et 3 abstentions.

II — EMPLOI ET TRAVAIL (articles 3, 4 et 5)

A. EXPOSE INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL, CHARGÉE DE LA POLITIQUE D'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE HOMMES ET FEMMES

TITRE III

Ce titre comprend six arrêtés royaux qui comportent tous des mesures en faveur de l'emploi.

Ces mesures ont été prises par le gouvernement à défaut d'accord interprofessionnel pour la période 1997-1998.

La loi-cadre du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité prévoit en effet en son article 7, § 2 que le gouvernement, à défaut d'un accord interprofessionnel pour la période 1997-1998, peut prendre pour

ware beter die reserves op een actieve manier aan te wenden, om van het statuut van de in het stelsel van de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen tewerkgestelde werklozen te verbeteren.

*
* *

Artikel 9, 2°, wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 12 van de heren Wauters en Detienne, dat ertoe strekt dit onderdeel van het artikel weg te laten, vervalt diensgevolge.

Artikel 9, 3°

Amendement n° 13 (Stuk n° 997/4) van de heren Wauters en Detienne strekt ertoe de voorgestelde bepaling weg te laten.

De heer Wauters stipt aan dat hij zich op grond van de in de algemene bespreking uitdrukkelijk geformuleerde redenen (zie hieronder, II, B) verzet tegen de mogelijkheid sociale-zekerheidsuitkeringen die een bepaalde sociale-zekerheidsinstelling ten onrechte heeft uitbetaald, terug te vorderen via door andere sociale-zekerheidsinstellingen betaalde uitkeringen.

*
* *

Artikel 9, 3° wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Amendement n° 13 van de heren Wauters en Detienne, dat ertoe strekt dit onderdeel van het artikel weg te laten, vervalt diensgevolge.

Het gehele artikel 9 wordt aangenomen met 9 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

II. — TEWERKSTELLING EN ARBEID (artikelen 3, 4 en 5)

A. UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID, BELAST MET HET BELEID VAN GELIJKE KANSSEN VOOR MANNEN EN VROUWEN

TITEL III

Deze titel bevat zes koninklijke besluiten die allemaal maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid bevatten.

Die maatregelen zijn door de regering genomen bij ontstentenis van een centraal akkoord voor de periode 1997-1998.

De kaderwet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen bepaalt immers in artikel 7, § 2, dat de regering bij ontstentenis van een centraal akkoord voor de periode 1997-1998, voor

cette même période des mesures en faveur de l'emploi.

Art. 3

1° Arrêté royal du 27 janvier contenant des mesures pour la promotion de l'emploi

Cet arrêté prévoit la prolongation pour la période 1997-1998 d'un certain nombre de mesures pour l'emploi qui figuraient dans l'accord interprofessionnel 1995-1996, lequel a été confirmé par la loi du 3 avril 1995.

Ces mesures pour l'emploi sont les suivantes :

— l'instauration d'une cotisation de 0,10 % au profit du recrutement des groupes à risques. Cette cotisation s'élevait en 1996 à 0,20 % mais elle a été réduite à 0,10 % pour la période 1997-1998.

Le solde de la cotisation, à savoir 0,10 %, sera consacré au financement du chômage temporaire et de l'indemnité d'ancienneté des chômeurs âgés. Les projets relatifs aux groupes à risques peuvent être prolongés pour autant que les secteurs ou les entreprises concluent une CCT à cet effet. Pour le financement de tels projets, on peut puiser dans les ressources relativement grandes des fonds sectoriels;

— l'instauration d'une cotisation de 0,05 % pour financer le plan d'accompagnement des chômeurs. Cette cotisation est identique à celle prévue pour la période 1995-1996. Par ailleurs, le solde du fonds pour l'emploi (qui est financé par la cotisation de 0,10 pour les groupes à risques due par les secteurs et les entreprises qui ne concluent pas de CCT) est également consacré au financement du plan d'accompagnement ;

— l'instauration d'une cotisation de 0,05 % pour financer l'accueil extra-scolaire des enfants âgés de 0 à 3 ans. Le produit de cette cotisation est attribué aux différents projets par le biais du Fonds des Equipements et de Services collectifs de l'ONAFTS;

— la prolongation de l'indemnité complémentaire égale au double pécule de vacances pour le troisième jour de la quatrième semaine de vacances. Une CCT a déjà été conclue en la matière au sein du Conseil national du Travail (CCT n° 63 rendue obligatoire par l'arrêté royal du 13 avril 1997);

— la fixation d'un précompte de 2 x 500 millions de francs sur les réserves du produit de la cotisation accueil pour enfants pour financer le retard dans le paiement du régime du congé-éducation. D'autre part, le gouvernement devra également fournir un effort supplémentaire pour financer le régime du congé-éducation;

— la prolongation d'une possibilité existante d'obtenir la dispense d'engager des stagiaires pour les entreprises et les secteurs qui consacrent au moins

diezelfde periode maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid kan nemen.

Art. 3

1° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende de maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid

Dit koninklijk besluit voorziet in de verlenging voor de periode 1997-1998 van een aantal maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid die waren opgenomen in het centraal akkoord 1995-1996, dat werd bekrachtigd bij de wet van 3 april 1995.

Deze maatregelen zijn :

— de instelling van een bijdrage van 0,10 % ten voordele van de aanwerving van risicogroepen. Deze bijdrage bedroeg in 1996 0,20 % doch werd voor de periode 1997-1998 verlagd tot 0,10 %.

De resterende bijdrage van 0,10 % werd toegewezen aan de financiering van de tijdelijke werkloosheid en de anciënniteitstoelage van de oudere werklozen. De projecten inzake de risicogroepen kunnen verder lopen voor zover de sectoren of de ondernemingen hiertoe een CAO sluiten. Voor de financiering van dergelijke projecten kan worden geput uit de relatief grote reserves die aanwezig zijn in vele sectorale fondsen;

— de instelling van een bijdrage van 0,05 % ter financiering van het begeleidingsplan van werklozen. Deze bijdrage is identiek als de bijdrage voor de periode 1995-1996. Bovendien wordt het saldo van het tewerkstellingsfonds (dat wordt gespijsd door de 0,10 %-bijdrage voor de risicogroepen van de sectoren en ondernemingen die geen CAO sluiten) eveneens aangewend voor de financiering van het begeleidingsplan;

— de instelling van een bijdrage van 0,05 % ter financiering van de buitenschoolse kinderopvang van kinderen van 0 tot 3 jaar. De opbrengst van deze bijdrage wordt via het Fonds voor Collectieve Uitrusting en Diensten van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor Werknemers toegewezen aan de verschillende projecten;

— de verlenging van de aanvullende vergoeding gelijk aan het dubbele vakantiegeld voor de derde dag van de vierde week. In de Nationale Arbeidsraad werd terzake reeds een CAO gesloten (CAO n° 63, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 april 1997);

— de vastlegging van een voorafname van 2 x 500 miljoen frank van de reserves van de opbrengst van de bijdrage kinderopvang ter financiering van de achterstand bij de uitbetaling van het stelsel van het educatief verlof. Voorts zal de regering ook een bijkomende inspanning leveren in de financiering van het stelsel van het educatief verlof;

— de verlenging van een bestaande mogelijkheid om vrijstelling te bekomen van de aanwerving van de stagiairs ten gunste van die ondernemingen en secto-

0,15 % aux groupes à risques par le biais d'une convention collective de travail et qui avec cet effort touchent un nombre de personnes égal à leur obligation de stage.

2° Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures sur la prépension à mi-temps

Cet arrêté crée la possibilité générale d'aller en prépension à mi-temps à l'âge de 58 ans. En d'autres termes, un employeur individuel ne doit plus conclure une CCT avant de pouvoir accorder la prépension à mi-temps à ses travailleurs.

L'accès à ce régime en sera fortement simplifié, ce qui fera augmenter le nombre de prépensionnés à mi-temps.

3° Arrêté royal du 27 janvier 1997 modifiant l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes

Cet arrêté royal a fait l'objet de deux modifications qui ont pour but de promouvoir les contrats de première expérience professionnelle. Cet arrêté prévoit ainsi la possibilité de prolonger de six mois les contrats de première expérience professionnelle.

Par ailleurs, une procédure de dérogation est prévue pour les entreprises qui peuvent prouver qu'elles ne trouvent pas suffisamment de candidats pour remplir l'obligation de 1,5 % de contrats de première expérience professionnelle. Ces entreprises rempliront alors, par manque de candidats, cette partie de l'obligation par des contrats de stage nominaux.

4° Arrêté royal du 6 février 1997 instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle

Cet arrêté élargit le régime dans deux domaines. Il est tout d'abord prévu un droit à l'interruption de carrière pour 1 % de tous les travailleurs. Cela signifie que l'actuelle CCT n° 56 relative au droit à l'interruption de carrière, qui avait un caractère supplétif, est complétée par un droit réel pour 1 % des travailleurs. Une deuxième extension importante du droit à l'interruption de la carrière professionnelle réside dans l'instauration d'un droit à l'interruption de la carrière professionnelle de maximum deux fois un mois pour assister ou prodiguer des soins à un parent malade, de la famille proche ou non, souffrant d'une maladie grave.

ren die via een CAO ten minste 0,15 % besteden aan de risicogroepen en die met deze inspanning een zelfde aantal personen bereiken als hun stageverplichting.

2° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende de maatregelen met betrekking tot het halftijds brugpensioen

Via dit besluit wordt de algemene mogelijkheid gecreëerd om op 58 jaar op halftijds brugpensioen te gaan. Een individuele werkgever moet dus niet langer een CAO sluiten vooraleer hij toestemming kan verlenen aan zijn werknemers om op halftijds brugpensioen te gaan.

Hierdoor wordt de toegang tot het stelsel sterk vereenvoudigd, waardoor het aantal halftijds brugpensioneerden zal toenemen.

3° Koninklijk besluit van 27 januari 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit n° 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces

In het besluit inzake de stage der jongeren werden twee wijzigingen aangebracht die tot doel hebben het stelsel van de eerste werkervaringscontracten te bevorderen. Het besluit voorziet ook in de mogelijkheid tot verlenging van een eerste werkervaringscontract met 6 maanden.

Voorts wordt voorzien in een afwijkingsprocedure voor de ondernemingen die kunnen aantonen dat zij onvoldoende kandidaten vinden om de verplichting van 1,5 % eerste werkervaringscontracten in te vullen met gewone stageovereenkomsten. Bij gebrek aan gegadigden zullen die ondernemingen aan dat gedeelte van de verplichting voldoen via nominale stageovereenkomsten.

4° Koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan

Via dit koninklijk besluit wordt het stelsel op twee gebieden uitgebreid. Vooreerst wordt voorzien in een recht op loopbaanonderbreking voor 1 % van alle werknemers. De bestaande CAO n° 56 inzake het recht op loopbaanonderbreking, die aanvullend was, wordt uitgebreid met een reëel recht voor 1 % van de werknemers. Een tweede belangrijke uitbreiding van het recht op loopbaanonderbreking betreft de invoering van een recht op loopbaanonderbreking van maximaal 2 x 1 maand voor de bijstand aan of verzorging van een gezinslid of een familielid dat zwaar ziek is.

5. Arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi

Cet arrêté fixe les règles plus précises auxquelles doivent répondre les accords pour l'emploi de manière à ce qu'ils donnent lieu à l'octroi d'une réduction de cotisations de 150 000 francs par engagement net supplémentaire.

Dans ce cadre, le gouvernement a décidé que le lien entre l'engagement et l'application d'une mesure de redistribution du travail devait être plus étroit. C'est pourquoi il est prévu que les accords pour l'emploi doivent comprendre au moins deux mesures de redistribution du travail dont l'une au moins doit être issue d'un « menu standard ». Par ailleurs, il convient de respecter un socle minimal de mesures pour l'emploi avant de pouvoir entrer en considération pour la réduction de cotisations visée.

Cet arrêté royal prévoit en outre la possibilité de choisir au niveau sectoriel une autre forme de réduction de cotisations, à savoir la subvention à l'emploi supplémentaire qui est basée sur un pourcentage de dispense de cotisation en fonction du coût salarial moyen dans les entreprises. Enfin, l'arrêté royal prévoit l'instauration d'une réduction de cotisations de redistribution du travail pour les entreprises en difficulté ou en restructuration.

6. Arrêté royal du 14 mars 1997 portant des mesures de promotion de l'emploi spécifiques pour les petites et moyennes entreprises

Cet arrêté comporte deux mesures de promotion de l'emploi dans les PME.

L'actuelle exonération de cotisations pour les remplaçants des travailleurs en interruption de carrière et des prépensionnés à mi-temps (50 % la première année, 25 % la deuxième année) est augmentée pour les PME (75 % la première année, 50 % la deuxième année).

Par ailleurs, le plan plus un s'étend aux plan plus deux et plan plus trois. Le deuxième travailleur donne droit à une réduction de cotisations de 75 % la première année, 50 % la deuxième année et 25 % la troisième année. Le troisième travailleur donne droit à 50 % de réduction de cotisations la première année et 25 % la deuxième année.

Art. 4

Cet article modifie les délais dans lesquels les secteurs et les entreprises doivent conclure une CCT relative à l'utilisation de la marge salariale. Les délais initiaux des 31 mars 1997 et 31 mai 1997 sont remplacés par les 15 mai 1997 et 30 juin 1997.

5. Koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden

Dit koninklijk besluit legt de nadere regels vast waaraan die overeenkomsten moeten voldoen opdat zij aanleiding zouden geven tot de toekenning van de bijdragevermindering van 150 000 frank per bijkomende netto-aanwerving.

De regering heeft in dit kader beslist dat de band tussen aanwerving en toepassing van een arbeidsherverdelende maatregel nauwer moet worden aangehaald. Vandaar wordt bepaald dat die overeenkomsten ten minste twee arbeidsherverdelende maatregelen moeten bevatten waarvan ten minste één moet worden gekozen uit een « standaard menu ». Bovendien moet aan een minimale sokkel aan werkgelegenheidsmaatregelen worden voldaan vooraleer men in aanmerking komt voor de bedoelde bijdragevermindering.

Verder voorziet het koninklijk besluit ook in de mogelijkheid om op sectoraal vlak te kiezen voor een andere vorm van bijdragevermindering, namelijk de tegemoetkoming voor bijkomende werkgelegenheid die gebaseerd is op een procentuele bijdragevrijstelling op basis van het gemiddelde loon in de ondernemingen. Tot slot voorziet dit koninklijk besluit in de invoering van een arbeidsherverdelende bijdragevermindering voor ondernemingen in moeilijkheden of herstructurering.

6. Koninklijk besluit van 14 maart 1997 houdende specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen voor de kleine en middelgrote ondernemingen

Via dit besluit worden twee maatregelen genomen die in de KMO's de werkgelegenheid bevorderen.

Zo wordt de bestaande bijdragevrijstelling voor de vervangers van loopbaanonderbrekers en halftijds bruggepensioneerden (50 % het eerste jaar, 25 % het tweede jaar) verhoogd voor de KMO's (75 % het eerste jaar, 50 % het tweede jaar).

Daarnaast wordt het « plus één-plan » uitgebreid naar een « plus twee- » en een « plus drie-plan ». Voor de tweede werknemer wordt gedurende het eerste jaar 75 % bijdragevermindering toegekend, het tweede jaar 50 % en het derde 25 %. Voor de derde werknemer wordt 50 % bijdragevermindering toegekend het eerste jaar en 25 % het tweede jaar.

Art. 4

Dit artikel wijzigt de termijnen waarbinnen de sectoren en de ondernemingen een CAO moeten sluiten met betrekking tot de invulling van de loonmarge. De oorspronkelijke termijnen (31 maart 1997 en 31 mei 1997) worden vervangen door 15 mei 1997 en 30 juni 1997.

Ces mêmes délais sont également instaurés par l'arrêté royal du 11 mars 1997 pour la conclusion des accords pour l'emploi. Cette modification synchrone est nécessaire parce que les négociations sur ces deux sujets s'opèrent au même moment dans les commissions paritaires.

A l'heure actuelle, 25 accords ou pré-accords ont déjà été conclus. Il s'agit entre autres des secteurs les plus importants tels que la construction, le textile, le bois et l'ameublement, les grands magasins, l'imprimerie, l'horeca, ...

Des négociations sont en cours ou terminées dans 110 commissions ou sous-commissions paritaires. Elles ont traité à la conclusion d'un accord pour l'emploi et d'un accord relatif à l'utilisation de la marge salariale. Dans les prochains jours, des accords seront certainement concrétisés dans de nombreuses commissions ou sous-commissions paritaires.

TITRE IV

Chômage

Ce titre comprend deux arrêtés royaux relatifs au chômage. L'un doit promouvoir l'insertion des chômeurs en tant qu'indépendants et l'autre prévoit l'assimilation entre les chômeurs âgés et les prépensionnés.

Art. 5

1. *Arrêté royal du 17 février 1997 modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières*

L'une des missions du Fonds de Participation consiste à octroyer des prêts subordonnés aux chômeurs complets indemnisés qui veulent s'installer comme indépendants ou qui souhaitent créer une entreprise.

Cet arrêté donne au Fonds de Participation la possibilité de contribuer au financement de la formation et de l'accompagnement des chômeurs auxquels est octroyé un prêt subordonné.

Cette modification fait suite à l'évaluation qui a montré que les chômeurs connaissent un taux de réussite plus élevé lorsque le prêt subordonné s'accompagne d'une formation ou d'un accompagnement du chômeur.

2. *Arrêté royal du 21 mars 1997 instaurant des cotisations patronales et des retenues pour certains chômeurs âgés*

Cet arrêté instaure les cotisations patronales et retenues dues pour le prépensionné à temps plein,

Dezelfde termijnen worden ook ingevoerd bij het koninklijk besluit van 11 maart 1997 voor het afsluiten van tewerkstellingsakkoorden. Deze parallelle wijziging is nodig omdat in de paritaire comités de onderhandelingen over de twee onderwerpen op hetzelfde ogenblik geschieden.

Op dit ogenblik werden reeds 25 akkoorden of voorakkoorden gesloten. Hieronder vallen onder andere de belangrijkste sectoren, zoals bouw, textiel, hout en stoffering, warenhuizen, drukkerijen, horeca ...

Er zijn onderhandelingen aan de gang of afgerond in ± 110 paritaire comités of subcomités. Die onderhandelingen hebben betrekking op het afsluiten van een tewerkstellingsakkoord en een overeenkomst met betrekking tot de invulling van de loonmarge. In de komende dagen zullen ongetwijfeld in heel wat paritaire comités of subcomités overeenkomsten tot stand komen.

TITEL IV

Werkloosheid

Deze titel bevat twee koninklijke besluiten die betrekking hebben op de werkloosheid, namelijk één koninklijk besluit dat de inschakeling van werklozen, als zelfstandigen moet bevorderen en één koninklijk besluit waarbij in de gelijkschakeling tussen oudere werklozen en bruggepensioneerden wordt voorzien.

Art. 5

1. *Koninklijk besluit van 17 februari 1997 tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen*

Een van de opdrachten van het Participatiefonds bestaat erin achtergestelde leningen toe te kennen aan uitkeringsgerechtigde volledig werklozen die zich willen vestigen als zelfstandigen of die een onderneming wensen op te richten.

Via dit besluit wordt het Participatiefonds de mogelijkheid gegeven om bij te dragen in de financiering van de opleiding en de begeleiding van werklozen aan wie een soortgelijke achtergestelde lening wordt toegekend.

Deze wijziging is ingegeven door de evaluatie die heeft aangetoond dat werklozen een hoger slagingspercentage kennen indien de achtergestelde lening gepaard gaat met een opleiding of de begeleiding van de werkloze.

2. *Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot invoering van de werkgeversbijdragen en inhoudingen voor sommige oudere werklozen*

Via dit besluit worden de werkgeversbijdragen en de inhoudingen verschuldigd voor de voltijds brugge-

également pour les chômeurs âgés (+ 50 ans) qui bénéficient en plus de leur chômage d'une indemnité complémentaire à charge de leur employeur ou de leur tiers payant, qui s'élève au total à 300 000 francs au moins. Cette indemnité complémentaire peut être payée en tranches mensuelles ou sous forme de prime unique.

Les retenues sont de 3 % pour l'ONEM et 3,5 % pour l'ONP. Les cotisations patronales sont de 2 000 francs belge par mois par prépensionné pour l'ONEM et de 1 000 francs par mois par prépensionné pour l'ONP.

Ces cotisations et retenues sont dues pour les chômeurs âgés qui ont terminé leur contrat de travail après le 31 mars 1997 pour autant qu'ils aient été informés de leur licenciement après le 28 février 1997.

TITRE VII

Meilleure gestion dans la sécurité sociale

Ce titre comprend trois arrêtés royaux qui ont respectivement trait à l'instauration de la carte d'identité sociale, au financement de la sécurité sociale et du chômage en particulier et à la récupération des allocations de sécurité sociale octroyées indûment. Ces trois arrêtés visent à permettre une meilleure gestion de la sécurité sociale.

Art. 9

1. Arrêté royal du 18 décembre 1996 portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux (cf. point I, Affaires sociales supra)

2. Arrêté royal du 24 janvier 1997 portant certaines mesures relatives au financement de la sécurité sociale

Pour garantir l'équilibre financier de la sécurité sociale pour les travailleurs, un montant de 800 millions de francs issu des réserves du régime des ALE est attribué en recettes propres au financement des dépenses du régime du chômage.

3. Arrêté royal du 10 février 1997 modifiant l'article 1410, § 4 du Code judiciaire

Avant cet arrêté royal, les institutions ne pouvaient récupérer les prestations indûment payées que dans leur propre branche de la sécurité sociale. Cet arrêté élargit la possibilité de récupérer ces montants de manière à ce que davantage d'allocations

pensioneerden, eveneens ingevoerd voor de oudere werklozen (+ 50 jaar) die bovenop hun werkloosheid een aanvullende vergoeding krijgen ten laste van hun werkgever of hun derde betalende. Die vergoeding zal in totaal ten minste 300 000 frank bedragen. Die aanvullende vergoeding kan worden uitbetaald in maandelijkse vergoedingen of als eenmalige vergoeding.

De inhoudingen zijn 3 % voor de RVA en 3,5 % voor de RVP. De werkgeversbijdragen zijn 2 000 frank per maand per bruggepensioneerde voor de RVA en 1 000 frank per maand per bruggepensioneerde voor de RVP.

Deze bijdragen en inhoudingen zijn verschuldigd voor de oudere werklozen die uit dienst zijn getreden na 31 maart 1997 voor zover zij in kennis zijn gesteld van hun ontslag na 28 februari 1997.

TITEL VII

Beter beheer van de sociale zekerheid

Deze titel bevat drie koninklijke besluiten die betrekking hebben op de invoering van de sociale identiteitskaart, de financiering van de sociale zekerheid en in het bijzonder de werkloosheid en de terugvordering van de onrechte uitbetaalde sociale-zekerheidsuitkeringen. Die drie koninklijke besluiten strekken ertoe een beter beheer van de sociale zekerheid mogelijk te maken.

Art. 9

1. Koninklijk besluit van 18 december 1996 houdende maatregelen met het oog op de invoering van een sociale identiteitskaart ten behoeve van alle sociaal verzekerden (cf. punt I Sociale Zaken supra)

2. Koninklijk besluit van 24 januari 1997 houdende bepaalde maatregelen betreffende de financiering van de sociale zekerheid

Om het financieel evenwicht in de sociale zekerheid voor werknemers te waarborgen wordt een bedrag van 800 miljoen frank uit de reserves van het stelsel van de PWA's toegewezen als eigen ontvangsten voor de financiering van de werkloosheidsuitgaven.

3. Koninklijke besluit van 20 februari 1997 tot wijziging van artikel 1410, § 4 van het Gerechtelijk Wetboek

Tot voor de invoering van dit koninklijk besluit mochten instellingen onterecht uitbetaalde prestaties enkel terugvorderen binnen de eigen tak van de sociale zekerheid. Via dit besluit wordt de terugvorderingsmogelijkheid uitgebreid, zodat meer ten on-

puissent être récupérées et ce, également par des institutions autres que celle qui a payé indûment les prestations sociales.

B. DISCUSSION GENERALE

1. *Interventions des membres*

Mme D'Hondt constate que les délais afférents à la conclusion des CCT sectorielles ou d'entreprise, relatives à l'utilisation de la marge salariale, et des accords pour l'emploi sont prolongés jusqu'au 15 mai ou au 30 juin 1997 selon le cas. Il ne serait pas indiqué de devoir, par la suite, à nouveau prolonger lesdits délais.

Elle souhaite d'autre part disposer d'un aperçu des mesures pour l'emploi contenues dans les conventions collectives de travail sectorielles déjà conclues ou en préparation. Cet aperçu et son évaluation devraient faire apparaître dans quelle mesure les recommandations et les mesures relatives à l'emploi contenues dans le « plan pluriannuel pour l'emploi », dans les lois-cadre du 26 juillet 1996 et dans les « mesures budgétaires 1997 » sont à la base d'initiatives tendant à promouvoir réellement l'emploi dans le cadre des négociations sectorielles.

L'intervenante aurait enfin espéré qu'un délai supérieur au délai d'un mois (fixé par l'arrêté royal du 6 février 1997 instaurant un droit à l'interruption de la carrière professionnelle) soit prévu pour les travailleurs en cas de suspension du contrat de travail pour assistance ou octroi de soins à un membre de la famille qui souffre d'une maladie grave.

M. Wauters ne peut nullement souscrire au fait que la cotisation patronale de 0,20 % en faveur de la formation et de l'emploi des groupes à risque (notamment les chômeurs de longue durée) soit affectée pour moitié au financement du régime d'indemnisation pour les chômeurs âgés et du chômage temporaire. Le gouvernement hypothèque ainsi les chances d'insertion professionnelle des groupes à risque.

En ce qui concerne l'interruption de la carrière professionnelle, l'orateur estime que celle-ci devrait constituer un droit dans le chef de tout travailleur qui en formule la demande et donc, ne pas être limitée à 1 % du nombre moyen de travailleurs occupés dans l'entreprise considérée.

L'intervenant constate par ailleurs que le régime de la sécurité sociale consentit des efforts financiers importants en faveur de l'emploi mais il souligne qu'il conviendra de vérifier si ces efforts aboutiront à la création d'emplois réellement supplémentaires, c'est-à-dire se traduiront par une augmentation du volume de l'emploi.

Il relève ensuite que le Conseil d'Etat a souligné que l'article 4 du texte proposé ne constituait pas une

rechte uitbetaalde uitkeringen zullen kunnen worden teruggevorderd, ook door andere instellingen van de sociale zekerheid dan die welke de sociale prestaties ten onrechte hebben uitgekeerd.

B. ALGEMENE BESPREKING

1. *Uiteenzettingen van de leden*

Mevrouw D'Hondt stelt vast dat de termijnen die gelden voor het sluiten van de CAO's op sectoraal of ondernemingsniveau (inzake de toepassing van de loonmarge) en de werkgelegenheidsovereenkomsten verlengd worden tot 15 mei of 30 juni 1997, al naar gelang het geval. Het ware niet aangewezen die termijnen later opnieuw te moeten verlengen.

Het lid wil voorts kunnen beschikken over een overzicht van de werkgelegenheidsmaatregelen die vervat zijn in de reeds gesloten of nog op stapel staande sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten. Via dit overzicht en de evaluatie daarvan zou duidelijk moeten worden in welke mate de aanbevelingen en maatregelen inzake terwerkstelling vervat in het « meerjarenplan voor de werkgelegenheid », de « kaderwetten van 26 juli 1996 » en de « begrotingsmaatregelen 1997 » binnen de sectorale onderhandelingen aangewend werden voor het nemen van reële werkgelegenheidsbevorderende initiatieven.

De spreker had tot slot gehoopt dat voor de werknemers bij schorsing van de arbeidsovereenkomst voor bijstand aan of verzorging van een familielid dat zwaar ziek is in een termijn zou worden voorzien die langer is dan de termijn van een maand (bepaald bij het koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan).

De heer Wauters gaat helemaal niet akkoord met het feit dat de werkgeversbijdrage van 0,20 % ten bate van de opleiding en werkgelegenheid van de risicogroepen (met name de langdurig werklozen) voor de helft aangewend zou worden voor de financiering van het stelsel van vergoedingen voor oudere werklozen en dat van deeltijdse werkloosheid. De regering beknot op die manier voor de risicogroepen de kansen tot herintreding op de arbeidsmarkt.

Wat de onderbreking van de beroepsloopbaan betreft, meent de spreker dat die een recht zou moeten zijn voor elke werknemer die daartoe een aanvraag indient. Een en ander zou dus niet beperkt moeten worden tot 1 % van het gemiddelde aantal werknemers dat in de betrokken onderneming werkt.

De spreker stelt voorts vast dat in de sociale zekerheid aanzienlijke financiële inspanningen voor de werkgelegenheid levert, maar hij onderstreept dat nagegaan zal moeten worden of die inspanningen werkelijk bijkomende banen opleveren, dat wil zeggen weerspiegeld worden in een stijging van het arbeidsvolume.

Hij stipt vervolgens aan dat de Raad van State heeft onderstreept dat artikel 4 van de voorgestelde

disposition confirmative. Cet article ne devrait-il dès lors pas faire l'objet d'un projet de loi distinct ?

L'orateur est d'autre part opposé à l'instauration de retenues sur les indemnités complémentaires allouées aux chômeurs âgés.

Il ne peut enfin pas souscrire à la possibilité de récupérer des prestations sociales, indûment allouées par un organisme déterminé de sécurité sociale, sur des prestations versées par d'autres organismes relevant également de la sécurité sociale. Ceci constitue une atteinte au droit individuel du bénéficiaire des prestations, dans le cadre de chaque régime de sécurité sociale, ainsi qu'au principe d'assurance.

Il est par exemple inacceptable qu'un ancien chômeur avec enfants à charge, ayant, suite à une erreur administrative, indûment bénéficié d'indemnités de chômage, se voit, en vue d'apurer l'indu, imposer des retenues sur des allocations familiales, versées du chef de l'exercice d'une activité professionnelle. Et ce d'autant plus que l'ancien chômeur sans enfants ne sera pas soumis à pareilles retenues.

Le Président fait valoir que cette possibilité précitée s'inspire du souci de veiller à une gestion efficiente de la sécurité sociale et qu'elle est une application logique du principe de la compensation, mode d'extinction des obligations prévu par les articles 1289 et suivants du Code civil.

M. Wauters s'interroge enfin sur le timing de la concrétisation des CCT sectorielles et d'entreprises.

M. Bonte estime que le gouvernement, par le biais des arrêtés à l'examen pris en vertu des lois-cadre, a procédé au bon choix, à savoir rechercher la convergence maximale dans la politique de l'emploi et remédier à certaines carences des partenaires sociaux.

Certains arrêtés sont importants du point de vue de la restauration de la concertation sociale : l'orateur songe en particulier à l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour l'emploi, qui prolonge pour la période 1997-1998 un certain nombre de mesures figurant dans l'accord interprofessionnel 1995-1996.

L'intervenant se réjouit d'autre part de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi, dans la mesure où un lien plus étroit est prévu entre l'engagement net supplémentaire et la redistribution du travail.

Il s'interroge sur les résultats qui seront engrangés par les négociations sectorielles engagées en vue de la conclusion des accords pour l'emploi, compte tenu des incitants instaurés par le gouvernement.

tekst geen bekrachtigingsbepaling is. Behoort dat artikel bijgevolg niet het voorwerp van een afzonderlijk wetsontwerp uit te maken ?

De spreker is bovendien gekant tegen de invoering van inhoudingen op de aanvullende vergoedingen voor oudere werklozen.

Hij gaat tot slot niet akkoord met de mogelijkheid dat een bepaald orgaan van de sociale zekerheid ten onrechte toegekende sociale uitkeringen zou mogen terugvorderen op uitkeringen die werden uitgekeerd door een ander orgaan van de sociale zekerheid. Dat is een schending van het individueel recht van de uitkeringsgerechtigde van elk sociaal-zekerheidsstelsel, alsook een schending van het verzekeringsbeginsel.

Het is bijvoorbeeld onaanvaardbaar dat een voormalig werkloze met kinderen ten laste, die ten gevolge van een administratieve vergissing onterecht werkloosheidsuitkeringen heeft kunnen genieten, bij wijze van rechtzetting een inhouding moet ondergaan op de kinderbijslag, die wordt uitbetaald op grond van de uitoefening van een beroepsactiviteit. Bovendien wordt een voormalig werkloze zonder kinderen niet onderworpen aan soortgelijke inhoudingen.

De voorzitter stipt aan dat die mogelijkheid is ingegeven door de bekommernis om de sociale zekerheid doeltreffend te beheren. Dat is een logische toepassing van het compensatiebeginsel, waarbij verplichtingen vervallen, zoals bepaald bij de artikelen 1289 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Tot slot vraagt *de heer Wauters* welk tijdspad bij de concretisering van de sectorale en bedrijfs-CAO's zal worden gevolgd.

De heer Bonte meent dat de regering, via de ter bespreking voorgelegde besluiten die krachtens de kaderwetten werden genomen, een goede keuze heeft gemaakt. Er wordt met name gestreefd naar de maximale convergentie in het werkgelegenheidsbeleid en naar het opvangen van bepaalde tekortkomingen van de sociale partners.

Bepaalde besluiten zijn belangrijk voor het herstel van het sociaal overleg : de spreker denkt daarbij vooral aan het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende werkgelegenheidsmaatregelen, dat voor de periode 1997-1998 een aantal maatregelen verlengt die vervat zaten in het centraal akkoord 1995-1996.

De spreker is tevens verheugd over het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden, omdat in een nauwere band wordt voorzien tussen het netto-aantal bijkomende aanwervingen en arbeidsherverdeling.

Hij heeft vragen bij de resultaten van de sectorale onderhandelingen die zijn aangevat met het oog op het sluiten van werkgelegenheidsovereenkomsten, rekening houdend met de door de regering ingestelde stimuli.

L'orateur souhaite disposer d'un inventaire des accords sectoriels et d'une évaluation des effets, en termes de création d'emplois, de ceux-ci.

Il rappelle enfin que son groupe a toujours souligné que si les effets en termes d'emplois des négociations sectorielles ou d'entreprises s'avéraient maigres, le gouvernement devait intervenir de manière plus contraignante.

M. Lenssens estime qu'aucune véritable politique socio-économique, et en particulier de l'emploi, durable n'est envisageable tant qu'un nouveau et large consensus social ne parvient à se dégager entre les partenaires sociaux, activement soutenus par le gouvernement à cet égard.

Il demande dès lors avec insistance à la ministre et au gouvernement de tout mettre en œuvre afin qu'un accord interprofessionnel 1999-2000 puisse être conclu.

A cet égard, on peut observer que si les Pays-Bas possèdent une certaine avance économique, c'est notamment parce que dès le début des années 1980, ils ont connu un consensus social, notamment sur les questions de la fixation et de la modération salariales.

D'autre part, la philosophie des lignes directrices, contenues dans le projet de confirmation à l'examen, de la politique gouvernementale, axée sur les groupes-cible, est diamétralement opposée aux conceptions libérales en matière de réduction linéaire généralisée des charges sociales et fiscales.

Il subsiste toutefois une voie médiane entre ces dernières conceptions et les nombreuses mesures pour l'emploi adoptées à ce jour par le gouvernement : pour des raisons de transparence, il serait indiqué de réfléchir à une harmonisation de celles-ci, afin de parvenir à sept-huit mesures, dotées d'avantages analogues en matière de réduction des charges et équivalents pour les travailleurs concernés.

A cet égard, l'ONEM ne pourrait-il pas fournir à chaque chômeur, chaque année ou tous les six mois, une fiche résumant le système de réductions de charges qui pourrait lui être applicable dans le cadre d'un engagement comme travailleur ?

2. Réponses de la ministre de l'Emploi et du Travail

La ministre espère, compte tenu des difficultés informatiques du Service des Relations Collectives de travail au sein du Département, qu'il sera prochainement possible de fournir un aperçu des accords sectoriels et d'entreprises. Il est toutefois impossible d'évaluer les effets des CCT sectorielles en termes d'emploi, étant donné que la plupart d'entre elles devront, afin de pouvoir être exécutées, être converties en CCT d'entreprises. Les CCT d'entreprises, quant à elles, ne mentionnent pas les emplois

De spreker wil beschikken over een inventaris van de sectorale overeenkomsten en een evaluatie van de resultaten van die overeenkomsten (hoeveel banen worden geschapen ?).

Hij herinnert er tot slot aan dat zijn fractie steeds onderstreept heeft dat de sectorale onderhandelingen of de onderhandelingen op ondernemingsniveau maar weinig banen blijken op te leveren, de regering dwingender moet optreden.

De heer Lenssens meent dat geen enkel duurzaam sociaal-economisch beleid, en met name geen enkel duurzaam werkgelegenheidsbeleid, te verwachten valt zolang er geen nieuwe en brede sociale consensus komt tussen de sociale partners die door de regering ter zake actief worden gesteund.

Hij vraagt de minister en de regering dan ook met aandrang er met alle middelen voor te zorgen dat voor 1999-2000 een centraal akkoord kan worden gesloten.

In dat verband valt op te merken dat wanneer Nederland er economisch enigszins beter voor staat, dat onder meer te danken is aan het feit dat de sociale partijen sedert het begin van de jaren 1980 een sociale consensus hebben bereikt over aangelegenheden zoals de loonmatiging en de loonvorming.

Anderzijds staat het idee achter de krachtlijnen van het in het voorliggend ontwerp tot bekrachtiging vervatte regeringsbeleid, waarbij bepaalde doelgroepen aan bod komen, haaks op de liberale opvattingen inzake een veralgemeende lineaire vermindering van de sociale en fiscale lasten.

Er bestaat evenwel een middenweg tussen de laatste opvattingen en de talrijke tot dusver door de regering genomen maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid : gelet op de noodzakelijke doorzichtigheid ervan, zou het aangewezen zijn na te denken over een mogelijke harmonisatie van die maatregelen, zodat men komt tot zeven à acht maatregelen, waarbij aan de betrokken werknemers soortgelijke en gelijkwaardige voordelen inzake lastenvermindering worden geboden.

Zou de RVA in dat verband iedere werkzoekende jaarlijks of om de zes maanden geen steekkaart kunnen bezorgen met daarop de regeling inzake lastenvermindering die op hem in het raam van een aanwerving als werknemer eventueel van toepassing is ?

2. Antwoorden van de minister van Tewerkstelling en Arbeid

De minister hoopt dat het, ondanks de moeilijkheden inzake de informatisering van de dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het departement, binnenkort mogelijk zal zijn een overzicht van de sectorale en bedrijfsakkoorden te geven. Het is evenwel onmogelijk de gevolgen van de sectorale CAO's op het vlak van de werkgelegenheid in te schatten : om uitgevoerd te kunnen worden, zullen de meeste van die CAO's immers tot bedrijfs-CAO's moeten worden omgevormd. Die bedrijfs-CAO's ver-

supplémentaires nets qu'elles permettent de générer.

La ministre estime d'autre part qu'il est important de parvenir à un accord interprofessionnel 1999-2000, mais pas à n'importe lequel. L'emploi doit en toute hypothèse être présent à l'esprit.

En ce qui concerne les programmes fédéraux d'insertion professionnelle des chômeurs, leur nombre n'est pas très élevé : stage ONEM, contrat de première expérience professionnelle, programme d'insertion des chômeurs de longue durée. On peut donc difficilement davantage harmoniser ces programmes.

Par contre les systèmes de réduction des cotisations patronales de sécurité sociale sont très diversifiés en fonction du type d'entreprise, des catégories de travailleurs, etc.

La ministre indique qu'elle examinera avec l'ONEM la possibilité d'informer, à échéances régulières, les chômeurs des avantages liés à telles formes spécifiques d'insertion professionnelle.

Les chômeurs de longue durée reçoivent déjà de l'ONEM une carte d'emploi *ad hoc*.

C. DISCUSSION DES ARTICLES

TITRE III

Mesures pour l'emploi

Art. 3

La commission décide pour des motifs d'ordre légistique d'examiner et de voter séparément sur chaque subdivision de l'article 3.

Article 3, 1°

M. Lenssens s'interroge, compte tenu des besoins criants du secteur de l'accueil de la petite enfance, sur les raisons du prélèvement en 1997 et en 1998, au profit du régime du congé-éducation payé, d'un montant de 500 millions de francs sur le produit de la cotisation patronale de 0,05 % de la masse salariale pour la promotion des initiatives en matière d'accueil de la petite enfance.

M. Wauters se joint à cette question.

Mme Pieters s'interroge sur les raisons du déficit important du régime du congé-éducation payé.

La ministre indique que par le passé trop peu d'initiatives en matière d'accueil pré- ou post-scolaire de la petite enfance ont été enregistrées par rapport au produit annuel (1 milliard de francs) de la cotisation précitée. Une réserve d'1,6 milliard de francs

melden echter niet het netto-aantal extra banen die erdoor worden gecreëerd.

De minister is anderzijds van oordeel dat het belangrijk is tot een centraal akkoord voor 1999-2000 te komen, maar niet tot om het even welk akkoord. In ieder geval moet de werkgelegenheid daarbij een aandachtspunt blijven.

Het aantal federale programma's inzake de beroepsmatige inpassing van werkzoekenden ligt niet zeer hoog : RVA-stage, eerste-werkervaringscontract, programma tot integratie van langdurig werklozen. Men kan die programma's dus moeilijk nog meer op elkaar afstemmen.

De regelingen inzake de vermindering van de sociale-zekerheidsbijdragen van de werkgevers zijn daarentegen erg gediversifieerd al naar gelang van het soort onderneming, de categorieën van werknemers enz. waarover het gaat.

De minister wijst erop dat zij samen met de RVA zal nagaan of het mogelijk is de werkzoekenden op geregelde tijdstippen te informeren over de voordelen die aan dergelijke specifieke vormen van professionele reclassering gekoppeld zijn.

Langdurig werklozen ontvangen nu reeds van de RVA een aangepaste werkgelegenheidskaart.

C. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

TITEL III

Tewerkstellingsmaatregelen

Art. 3

De commissie beslist om wetgevingstechnische redenen elke onderafdeling van artikel 3 afzonderlijk te bespreken en aan een stemming te onderwerpen.

Artikel 3, 1°

Gelet op de enorme noden in de sector van de opvang van jonge kinderen, vraagt *de heer Lenssens* zich af waarom in 1997 en in 1998 een bedrag van 500 miljoen frank van de opbrengst van de werkgeversbijdrage tot bevordering van initiatieven inzake opvang van jonge kinderen (die 0,05 % van de loonmassa bedraagt), naar de regeling van het educatief verlof is gegaan.

De heer Wauters deelt die vraag.

Mevrouw Pieters stelt vragen bij de redenen van het aanzienlijk tekort in het stelsel van het betaald educatief verlof.

De minister wijst erop dat in het verleden al te weinig initiatieven inzake voor- of naschoolse opvang van jonge kinderen werden genomen in verhouding tot het bedrag van 1 miljard frank dat de voormelde inhouding op jaarbasis heeft opgebracht. Er werd

s'est donc constituée. Outre les prélèvements précités en faveur du régime du congé-éducation, une partie de cette réserve est utilisée au profit des tâches classiques du Fonds des Equipements et Services collectifs (FESC).

Depuis la dernière réforme de l'Etat, les missions classiques du FESC relèvent de la compétence des Communautés pour ce qui concerne l'accueil des enfants de 0 à 3 ans et de la compétence des Régions pour ce qui concerne l'aide aux familles et aux personnes âgées.

Les Communautés et Régions devront donc prendre leurs responsabilités en ce qui concerne le financement des missions traditionnelles du FESC.

En ce qui concerne le régime du congé-éducation, celui-ci comporte le droit de s'absenter du travail avec maintien de la rémunération normale, payée aux échéances habituelles et ce, pour une durée correspondant aux heures de cours effectivement suivies sans dépasser un plafond qui diffère selon le type de formation. Les formations suivies doivent avoir un lien avec l'activité ou les perspectives professionnelles du travailleur. La source de financement du régime est double : subvention fixe globale de l'Etat d'un milliard de francs, sans distinction quant à la formation professionnelle ou générale; quote-part de l'employeur, qui est fonction du volume des dépenses non couvertes par la subvention de l'Etat.

Ce mécanisme peut difficilement être entièrement maîtrisable pour le motif qu'on ne peut prévoir le nombre d'entreprises et de travailleurs susceptibles d'y recourir : ceci peut expliquer le déficit important (2,5 milliards de francs) du régime.

L'amendement n° 4 (Doc. n° 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise au chapitre II, articles 2, 3, 4, de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, confirmé par la disposition proposée, à remplacer les pourcentages « 0,10 % » et « 0,20 % » respectivement par les pourcentages « 0,20 % » et « 0,40 % ».

M. Wauters rappelle que l'article 9, 3° du précédent projet de loi de confirmation (Doc. n° 925/1) avait réduit de moitié la cotisation de 0,20 % destinée à la formation des groupes à risque, en vue de financer les dépenses de chômage (chômeurs âgés et compléments d'ancienneté). Ceci équivaut à réduire d'autant les chances d'insertion professionnelle des groupes en question et il convient dès lors de rétablir les pourcentages initiaux, qui résultaient au demeurant d'un engagement des partenaires sociaux.

L'amendement n° 5 (Doc. n° 997/4) des mêmes auteurs vise à supprimer l'article 14 de l'arrêté royal du 27 janvier 1997 précité.

M. Wauters est opposé au prélèvement, au profit du régime du congé-éducation, d'une partie du pro-

pus een reserve van 1,6 miljard frank opgebouwd. Naast de voormelde inhoudingen ten voordele van het stelsel van het educatief verlof, werd een deel van die reserve aangewend voor de klassieke taken van het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten (FCUD).

Sinds de laatste Staatshervorming ressorteren de klassieke opdrachten van het FCUD onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen voor de opvang van kinderen tussen 0 en 3 jaar en onder de bevoegdheid van de Gewesten voor de bejaarden- en gezins-hulp.

Gewesten en Gemeenschappen zullen dus hun verantwoordelijkheid inzake de financiering van de traditionele opdrachten van het FCUD moeten opnemen.

Het stelsel van het educatief verlof houdt het recht in om afwezig te blijven van het werk — met behoud van het normale, op de gewone tijdstippen uitbetaalde loon — tijdens de uren van de daadwerkelijk gevolgde cursussen die evenwel een bepaald plafond dat afhangt van het soort opleiding niet mogen overschrijden. De gevolgde opleidingen moeten in verband staan met de activiteit of met de beroepsperspectieven van de werknemer. De financiering komt uit twee bronnen : ten eerste een algemene vaste overheidssubsidie van een miljard frank, ongeacht of het om een algemene dan wel om een beroepsopleiding gaat; ten tweede een deel dat door de werkgever wordt bijgedragen en overeenstemt met het deel van de uitgaven dat niet door de overheidssubsidie wordt gedekt.

Die regeling is moeilijk volledig in de hand te houden omdat men onmogelijk kan voorspellen hoeveel bedrijven en werknemers in de regeling willen stappen; dat verklaart dan ook dat het stelsel een aanzienlijk tekort (2,5 miljard frank) vertoont.

Amendement n° 4 (Stuk n° 997/4) van de heren Wauters en Detienne strekt ertoe in de artikelen 2, 3 en 4, van hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 27 januari 1997, dat door de voorgestelde bepaling wordt bekrachtigd, de percentages « 0,10 % » en « 0,20 % » respectievelijk te vervangen door de percentages « 0,20 % » en « 0,40 % ».

De heer Wauters wijst erop dat artikel 9, 3°, van het vorige wetsontwerp tot bekrachtiging (Stuk n° 925/1) de bijdrage van 0,20 %, bestemd voor de opleiding van risicogroepen, met de helft had verminderd om de werkloosheidsuitgaven (oudere werklozen en bijkomende anciënniteitsvergoedingen) te financieren. Dat komt erop neer dat de kansen op beroepsmatige reclassering van de groepen in kwestie verhoudingsgewijs dalen. Men moet dan ook opnieuw de oorspronkelijke percentages doen gelden, waartoe de sociale partners zich trouwens hadden verbonden.

Amendement n° 5 (Stuk n° 997/4) van dezelfde indieners strekt ertoe artikel 14 van voormelde koninklijk besluit van 27 januari 1997 weg te laten.

De heer Wauters is gekant tegen de inhouding, ten gunste van het stelsel van educatief verlof, van een

duit de la cotisation patronale destinée à la promotion d'initiatives en matière d'accueil de la petite enfance et ce d'autant plus que cette cotisation demeure, compte tenu de la réforme de l'Etat, la seule source de financement du FESC. En outre le régime du congé-éducation fait déjà l'objet d'une cotisation sociale spécifique.

L'amendement n° 6 (Doc. n° 997/4) des mêmes auteurs vise, à l'article 15 de l'arrêté royal du 27 janvier précité, à remplacer le pourcentage « 0,15 % » par le pourcentage « 0,20 % ».

M. Wauters fait observer qu'en vertu de l'article 18 de la loi du 3 avril 1995, les entreprises ou secteurs sont exemptés de l'obligation d'employer des stagiaires pour autant qu'elles consentent un effort de 0,20 % pour employer des personnes faisant partie des groupes à risques et des chômeurs auxquels s'applique un plan d'accompagnement.

Par identité de motifs avec l'amendement n° 4, il n'y a aucune raison de réduire le pourcentage de l'effort précité à 15 %.

L'amendement n° 15 (Doc. n° 997/4) de M. Bacquelaine vise, à l'arrêté royal du 27 janvier 1997 précité, à supprimer les chapitres II et III ainsi que les articles 10, 12 et 13. Il tend également à l'article 11, à supprimer la fin du dernier alinéa à partir des mots « sous la condition que les Communautés » et à l'article 14, à supprimer les mots « et 1998 » et à remplacer les mots « 500 millions » par « 200 millions ».

M. Bonte s'interroge sur la possibilité, sur le plan légistique, d'amender un ou des articles d'un arrêté royal confirmé par le projet de loi à l'examen.

M. Van den Eynde s'interroge sur la logique inhérente à cette possibilité d'amendement.

M. Lenssens fait observer que le Parlement dispose, en vertu du principe de souveraineté des assemblées législatives, du droit d'amendement de textes normatifs, fussent-ils des arrêtés royaux.

Le président et M. Wauters soulignent que pareille technique d'amendement a été utilisée, sans contestation aucune, lors de l'examen du précédent projet de loi de confirmation d'arrêtés royaux pris en exécution des lois-cadre du 26 juillet 1996 (cf. Doc. n° 925/12).

*
* *

L'amendement n° 5 de MM. Wauters et Detienne est rejeté par 9 voix contre 4.

Les amendements n° 4 et n° 6 des mêmes auteurs sont rejetés par 9 voix contre une et 4 abstentions.

L'amendement n° 15 de M. Bacquelaine est rejeté par 9 voix et 4 abstentions.

deel van de opbrengst van de werkgeversbijdrage bestemd voor de bevordering van initiatieven inzake opvang van jonge kinderen, en dat te meer daar die bijdrage ingevolge de Staatshervorming de enige financieringsbron van het FCUD blijft. Het stelsel van educatief verlof maakt overigens reeds het voorwerp uit van een specifieke sociale bijdrage.

Amendement n° 6 (Stuk n° 997/4) van dezelfde indieners strekt ertoe in artikel 15 van voornoemd koninklijk besluit van 27 januari 1997 het percentage « 0,15 % » te vervangen door het percentage « 0,20 % ».

De heer Wauters wijst erop dat de ondernemingen of sectoren krachtens artikel 18 van de wet van 3 april 1995 zijn vrijgesteld van de verplichting stagiairs aan te werven, op voorwaarde dat ze een inspanning van 0,20 % leveren om personen aan te werven die behoren tot de risicogroepen, alsook werklozen op wie een begeleidingsplan van toepassing is.

Net als bij amendement n° 4 is er geen enkele reden om de voornoemde inspanning te verlagen tot 15 %.

Amendement n° 15 (Stuk n° 997/4) van de heer Bacquelaine strekt ertoe in voornoemd koninklijk besluit van 27 januari 1997 de hoofdstukken II en III, alsook de artikelen 10, 12 en 13 weg te laten. Het strekt er tevens toe in artikel 11, laatste lid, de zinsnede weg te laten vanaf de woorden « onder de voorwaarde dat de Gemeenschappen ... », in artikel 14 de woorden « en 1998 » weg te laten en de woorden « 500 miljoen » te vervangen door « 200 miljoen ».

De heer Bonte vraagt zich af of het wetgevingstechnisch mogelijk is amendementen in te dienen op een of meer artikelen van een koninklijk besluit dat door het voorliggende wetsontwerp wordt bekrachtigd.

De heer Van den Eynde heeft vragen bij de logica van soortgelijke amendementen.

De heer Lenssens stipt aan dat het parlement krachtens het beginsel van de soevereiniteit van de wetgevende vergaderingen het recht heeft normatieve teksten, dus tevens koninklijke besluiten te amenderen.

De voorzitter en de heer Wauters wijzen erop dat een soortgelijke amenderingstechniek zonder enige tegenwerping werd toegepast bij de bespreking van het vorige wetsontwerp tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen tot uitvoering van de kaderwetten van 26 juli 1996 (cf. Stuk n° 925/12).

*
* *

Amendement n° 5 van de heren Wauters en Detienne wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen.

De amendementen n° 4 en n° 6 van dezelfde indieners worden verworpen met 9 tegen 1 stem en 4 onthoudingen.

Amendement n° 15 van de heer Bacquelaine wordt verworpen met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

L'article 3, 1° est adopté par 9 voix contre 5.

Article 3, 2°

M. Lenssens se demande pourquoi on ne pourrait pas ériger le régime de la prépension à mi-temps au titre de principe et n'octroyer la prépension à temps plein que sous certaines conditions déterminées (entreprises en difficulté ou restructuration), par décision du ministre de l'Emploi et du Travail et après avis de la commission ad hoc du Département. Ceci permettrait à davantage de travailleurs de s'adapter progressivement à leur sortie du marché du travail.

La ministre fait observer que l'arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la prépension à mi-temps ne retient plus la condition préalable de la CCT pour l'octroi de la prépension à mi-temps. L'abaissement de l'âge de la prépension à mi-temps est possible, moyennant CCT.

M. Anthuenis s'interroge sur le délai inhérent à l'obligation de remplacement du travailleur prépensionné.

La ministre précise que ce délai court à dater du quatrième mois précédant le départ du travailleur considéré jusqu'à l'expiration du troisième mois suivant son départ. Le non-remplacement est sanctionné.

M. Goutry s'interroge sur l'instance qui permettra d'assurer le suivi du régime de la prépension à mi-temps.

La ministre précise qu'à l'instar de ce qui prévu à l'égard du régime de prépension à temps plein, l'ONEM sera à même de vérifier le nombre de travailleurs ayant opté pour la prépension à temps partiel.

M. Valkeniers s'interroge sur le nombre de travailleurs ayant opté pour la prépension à mi-temps.

La ministre signale qu'on ne peut pas encore, à l'heure actuelle, évaluer ce nombre.

*
* *

L'amendement n° 7 de MM. Wauters et Detienne est retiré.

L'amendement n° 16 de M. Bacquelaine, visant à abroger l'article 4 de l'arrêté royal du 27 janvier 1997, confirmé par la disposition proposée, est rejeté par 9 voix et 4 abstentions.

L'article 3, 2° est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Article 3, 3°

M. Lenssens souligne l'extrême complexité inhérente à la procédure de dérogation à l'obligation,

Artikel 3, 1° wordt aangenomen met 9 tegen 5 stemmen.

Artikel 3, 2°

De heer Lenssens vraagt zich af waarom het stelsel van het halftijds brugpensioen niet de norm zou kunnen worden en het voltijds brugpensioen slechts zou worden toegekend onder welbepaalde voorwaarden (onderneming in moeilijkheden of herstructurering), bij beslissing van de minister van Tewerkstelling en Arbeid en na advies van de commissie ad hoc van het departement. Dat zou aan meer werknemers de mogelijkheid geven zich geleidelijk aan te passen aan de stopzetting van hun beroepsactiviteit.

De minister wijst erop dat het koninklijk besluit van 27 januari 1997 houdende maatregelen met betrekking tot het halftijds brugpensioen de voorafgaande voorwaarde van de collectieve arbeidsovereenkomst voor de toekenning van het halftijds brugpensioen niet meer opneemt. Door middel van een collectieve arbeidsovereenkomst is het mogelijk de leeftijd van het halftijds brugpensioen te verlagen.

De heer Anthuenis vraagt zich af binnen welke termijn de werknemer die met brugpensioen gaat, dient te worden vervangen.

De minister preciseert dat die termijn een aanvang neemt vanaf de vierde maand voorafgaand aan het vertrek van de werknemer en verstrijkt op het einde van de derde maand volgend op zijn vertrek. De niet-vervanging wordt gesanctioneerd.

De heer Goutry vraagt zich af welke instantie de follow-up van het stelsel van halftijds brugpensioen voor haar rekening zal nemen.

De minister preciseert dat, naar het voorbeeld van de bepalingen van het stelsel van voltijds brugpensioen, het aantal werknemers dat voor het stelsel van deeltijds brugpensioen heeft gekozen, door de RVA zal worden nagetrokken.

De heer Valkeniers vraagt hoeveel werknemers voor het halftijds brugpensioen hebben gekozen.

De minister wijst erop dat het momenteel nog niet mogelijk is daar een cijfer op te plakken.

*
* *

Amendement n° 7 van de heren Wauters en Detienne wordt ingetrokken.

Amendement n° 16 van de heer Bacquelaine, dat strekt tot de opheffing van artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 januari 1997, door de voorgestelde bepaling bekrachtigd, wordt verworpen met 9 tegen 4 stemmen.

Artikel 3, 2°, wordt aangenomen met negen stemmen en 4 onthoudingen.

Artikel 3, 3°

De heer Lenssens wijst op de extreme complexiteit van de procedure waarbij bedrijfsleiders kunnen af-

dans le chef des entreprises, d'occuper 1,5 % de jeunes sous contrats de première expérience professionnelle (PEP).

D'autre part, ne serait-il pas indiqué d'adopter un arrêté royal autorisant l'engagement de stagiaires à mi-temps ?

La ministre indique que la procédure dérogatoire précitée est calquée sur celle, dont l'application n'a jamais fait problème, applicable au remplacement des prépensionnés.

D'autre part, l'engagement de jeunes sous contrat PEP est financièrement plus avantageux pour les entreprises, à *fortiori* pour celles, notamment dans le secteur non-marchand, qui connaissent des difficultés.

Par ailleurs, les entreprises disposent déjà de la faculté d'engager des stagiaires à mi-temps.

M. Valkeniers s'interroge sur le nombre théorique de stagiaires censés devoir être engagés par les entreprises ainsi que sur le nombre de ceux qui ont réellement été embauchés. Si on parvient difficilement à contrôler le respect de l'obligation d'engagement de stagiaires, est-il encore indiqué d'instaurer le nouveau système des contrats PEP ?

La ministre signale qu'on a pu établir l'engagement de 20 000 jeunes (stagiaires + PEP).

*
* *

L'article 3, 3° est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Article 3, 4°

M. Lenssens se demande, en cas d'interruption de la carrière du travailleur, motivée par l'octroi d'assistance ou de soins à un membre de sa famille souffrant d'une maladie grave, si le délai d'un mois d'avertissement de l'employeur ne peut pas être abrégé, compte tenu de la soudaineté de certaines maladies pouvant frapper les proches du travailleur considéré.

D'autre part, il conviendra d'étendre le droit à l'interruption de carrière, actuellement prévu pour 1 % des travailleurs, notamment dans la perspective d'octroi de soins à domicile.

M. Goutry s'interroge d'une part sur l'état d'avancement des négociations sectorielles concernant l'instauration et l'extension éventuelle du droit à l'interruption de carrière pour cause de maladie de proches et d'autre part sur le nombre de travailleurs ayant opté pour une interruption de carrière pour cause d'octroi de soins palliatifs.

wijken van de verplichting om 1,5 % jongeren met een eerste werkervaringscontract in dienst te hebben.

Anderzijds vraagt hij zich af of het niet aangewezen zou zijn een koninklijk besluit aan te nemen dat bedrijfsleiders toestaat halftijdse stagiairs in dienst te nemen.

De minister stipt aan dat de voormelde afwijgingsprocedure is afgekeken van de procedure voor de vervanging van de werknemers die met brugpensioen zijn gegaan en waarvan de toepassing nooit voor enig probleem heeft gezorgd.

Voorts is het voor bedrijven financieel voordeliger om jongeren een eerste werkervaringscontract aan te bieden. Dat geldt vooral voor bedrijven, met name in de social-profitsector, die in moeilijkheden verkeren.

Bovendien beschikt de bedrijfswereld al over de mogelijkheid om stagiairs op halftijdse basis in dienst te nemen.

De heer Valkeniers vraagt hoeveel jongeren in theorie verondersteld worden door de bedrijfswereld te zijn aangeworven, alsook hoeveel jongeren daadwerkelijk in dienst werden genomen. Als de controle op de naleving van de verplichting om stagiairs in dienst te nemen moeizaam verloopt, is het dan nog wel aangewezen het nieuwe systeem van eerste-werkervaringscontracten in te voeren ?

De minister wijst erop dat de regering erin geslaagd is 20 000 jongeren de bedrijfswereld binnen te loodsen (stagiairs + mensen met een eerste werkervaringscontract).

*
* *

Artikel 3, 3°, wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 3, 4°

De heer Lenssens gaat in op het geval waarbij de werknemer zijn beroepsloopbaan onderbreekt om een familielid dat zwaar ziek is, bij te staan of te verzorgen. Kan de termijn van een maand om de werkgever daarvan in kennis te stellen niet ingekort worden omdat sommige ziekten die de familieleden van de betrokken werknemer kunnen treffen, plots kunnen opduiken.

Voorts is een uitbreiding aangewezen van het recht op loopbaanonderbreking, dat op dit ogenblik geldt voor 1 % van de werknemers. Zo kan, met name aan thuisverzorging worden gedaan.

De heer Goutry heeft enerzijds vragen bij de voordeelingen in de sectorale onderhandelingen betreffende de invoering en de mogelijke uitbreiding van het recht op loopbaanonderbreking wegens ziekte van familieleden, anderzijds bij het aantal werknemers dat heeft gekozen voor een loopbaanonderbreking voor het toedienen van palliatieve verzorging.

La ministre précise que l'arrêté royal du 6 février 1997 instaurant un droit à l'interruption de carrière (confirmé par la disposition à l'examen) institue, comme son intitulé l'indique, un droit dans le chef d'un % des travailleurs (pourcentage calculé sur le nombre moyen de travailleurs occupés dans l'entreprise, exprimés en équivalents temps plein) à l'interruption de carrière pour une durée maximale de trois ans.

Il existe un droit identique, d'une durée d'un mois, renouvelable une fois, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de la famille ou du ménage souffrant d'une maladie grave.

Le travailleur qui veut faire usage de son droit ne doit pas solliciter l'autorisation de son employeur mais doit prévenir ce dernier un mois à l'avance. Ce délai d'un mois peut être réduit de commun accord entre l'employeur et le travailleur.

L'abrégement de ce délai ne devrait pas poser problème en cas de présentation d'un certificat médical par le travailleur.

Par ailleurs, l'article 100bis de la loi du 22 janvier 1985 de redressement contenant des dispositions sociales (inséré par la loi du 21 décembre 1994) prévoit, pour une durée d'un mois, prolongeable une fois, un droit à l'interruption de carrière pour l'octroi de soins palliatifs.

L'extension du droit « d'un % » est possible moyennant CCT ou autorisation individuelle de l'employeur. Cette extension est toutefois très difficile à obtenir, même par le biais de CCT sectorielles.

M. Valkeniers s'interroge sur la praticabilité, en particulier pour les petites PME, du nouveau régime d'interruption de carrière dit « d'un % ». Il tient plus généralement à mettre en garde contre les abus possibles quant à l'utilisation de ce droit à l'interruption de carrière.

La ministre indique que ce régime n'est pas praticable pour les petites PME (de 5 personnes par exemple), étant donné l'impossibilité matérielle d'obtenir le nombre de travailleurs équivalent à 1 % du nombre moyen de travailleurs occupés dans l'entreprise en question.

L'amendement (n° 8, Doc. n° 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise, à l'article 3 de l'arrêté royal du 6 février 1997, confirmé par la disposition proposée, à supprimer la mention du pourcentage d'un %.

M. Wauters indique que tous les travailleurs devraient pouvoir bénéficier d'un droit à l'interruption de carrière, ce qui permettrait d'accoître la redistribution du travail.

M. Bonte souscrit, quant au fond, à l'instauration d'un droit généralisé à l'interruption de carrière (qui est un excellent et peu onéreux mécanisme de redistribution du travail), ayant au demeurant déposé une proposition de loi en ce sens (Doc. n° 253/1-95/96), mais il signale qu'il préfère attendre le résultat effectif ainsi que le rapport d'évaluation des négocia-

De minister précise que het koninklijk besluit van 6 februari 1997 tot vaststelling van een recht op onderbreking van de beroepsloopbaan (dat wordt bekrachtigd door de ter tafel liggende bepaling), zoals zijn opschrift aangeeft, aan 1 % van de werknemers (dat percentage wordt berekend op het gemiddeld aantal werknemers dat in de onderneming werkt, uitgedrukt in voltijdse equivalenten) een recht toekent hun loopbaan te onderbreken voor een periode van ten hoogste drie jaar.

Er bestaat een zelfde recht, voor een periode van een maand en éénmaal verlengbaar, voor bijstand aan of verzorging van een familielid of gezinslid dat zwaar ziek is.

De werknemer die van dat recht gebruik wil maken, hoeft zijn werkgever niet om toestemming te vragen; hij moet hem daarvan wel een maand op voorhand in kennis stellen. Die termijn kan in onderlinge overeenstemming tussen de werknemer en de werkgever worden ingekort.

De inkorting van die termijn zou geen hinderpaal mogen vormen wanneer de werknemer een medisch attest kan voorleggen.

Daarnaast voorziet artikel 100bis van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen (ingevoegd door de wet van 21 december 1994), voor een periode van een maand die eenmaal verlengd kan worden, in een recht op loopbaanonderbreking voor het toedienen van palliatieve verzorging.

De uitbreiding van het « 1 %-recht » is mogelijk via CAO's of de individuele toestemming van de werkgever. Die uitbreiding is echter zeer moeilijk te bekomen, zelfs via sectorale CAO's.

De heer Valkeniers heeft vragen bij de haalbaarheid, in het bijzonder voor de kleine KMO's, van het nieuwe stelsel voor loopbaanonderbreking, het « 1 %-recht ». Hij wil meer algemeen waarschuwen voor mogelijke misbruiken van dat recht op loopbaanonderbreking.

De minister geeft aan dat het stelsel niet haalbaar is voor kleine KMO's (met 5 werknemers bijvoorbeeld), gelet op de materiële onmogelijkheid om het aantal werknemers te berekenen gelijk aan 1 % van het gemiddeld aantal werknemers dat in de betrokken onderneming werkt.

Het amendement (n° 8, Stuk n° 997/4) van de heren Wauters en Detienne strekt ertoe de vermelding van het percentage van 1 % weg te laten in het door de voorgestelde bepaling te bekrachtigen artikel 3 van het koninklijk besluit van 6 februari 1997.

De heer Wauters stipt aan dat alle werknemers een recht op loopbaanonderbreking zou moeten worden toegekend, wat de arbeidsherverdeling zou bevorderen.

De heer Bonte toont zich, wat de grond van de zaak betreft, voorstander van de invoering van een veralgemeend recht op loopbaanonderbreking (die een voortreffelijk en goedkoop mechanisme van arbeidsherverdeling is). Hij heeft trouwens een wetsvoorstel in die zin ingediend (Stuk n° 253/1-95/96). Hij stipt wel aan dat hij de werkelijke resultaten alsook het

tions sectorielles et d'entreprise en cours avant de déterminer son attitude.

L'amendement (n° 17, Doc. n° 997/4) de M. Bacquelaine vise, à l'article 2, § 3 de l'arrêté royal du 6 février 1997 précité, à supprimer le dernier alinéa.

*
* *

L'amendement n° 8 de MM. Wauters et Detienne est rejeté par 11 voix contre une et une abstention.

L'amendement n° 17 de M. Bacquelaine est rejeté par 9 voix et 4 abstentions.

L'article 3, 4° est adopté par 9 voix contre 4.

Article 3, 5°

L'amendement (n° 9, Doc. n° 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise, à l'article 3, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal du 24 février 1997, confirmé par la disposition proposée, à remplacer les mots « de travailleurs supplémentaires » par les mots « de travailleurs supplémentaires et à un accroissement du volume du travail ».

M. Wauters signale que les efforts consentis par la sécurité sociale, notamment par le biais des accords pour l'emploi, sont particulièrement importants. Une compensation des réductions de cotisations par un accroissement du volume de l'emploi est donc indiquée.

*
* *

L'amendement n° 9 de MM. Wauters et Detienne est rejeté par 10 voix contre une et deux abstentions.

L'article 3, 5° est adopté par 9 voix contre 4.

Article 3, 6°

Mme Pieters s'interroge sur la réduction des cotisations patronales spécifiques pour les PME en cas d'occupation à temps plein du remplaçant d'un travailleur en interruption de carrière.

La ministre indique qu'à l'instar de qui est prévu pour les grandes entreprises, la réduction précitée est maintenue à 25 %.

L'amendement (n° 18, Doc. n° 997/4) de M. Bacquelaine vise à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 mars 1997, confirmé par la disposition proposée, à insérer le mot « prioritairement » après les mots « Par travailleur nouvellement engagé ».

*
* *

evaluatieverslag van de aan de gang zijnde onderhandelingen op sectoraal en ondernemingsniveau afwacht alvorens zijn houding te bepalen.

Amendement n° 17 (Stuk n° 997/4) van de heer Bacquelaine strekt ertoe in artikel 2, § 3, van het voornoemde koninklijk besluit van 6 februari 1997, het laatste weg te laten.

*
* *

Amendement n° 8 van de heren Wauters en Detienne wordt verworpen met 11 tegen 1 stem en 1 onthouding.

Amendement n° 17 van de heer Bacquelaine wordt verworpen met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

Artikel 3, 4° wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Artikel 3, 5°

Amendement n° 9 (Stuk n° 997/4) van de heren Wauters en Detienne strekt ertoe in artikel 3, eerste lid, van het door de voorgestelde bepaling te bekrachtigen koninklijk besluit van 24 februari 1997, de woorden « van bijkomende werknemers » te vervangen door de woorden « bijkomende werknemers en een verhoging van het arbeidsvolume ».

De heer Wauters stipt aan dat de door de sociale zekerheid geleverde inspanningen, met name via de tewerkstellingsakkoorden, aanzienlijk zijn. Een compensatie van de verminderingen van de bijdragen door een verhoging van het arbeidsvolume is bijgevolg aangewezen.

*
* *

Amendement n° 9 van de heren Wauters en Detienne wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Artikel 3, 5° wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Artikel 3, 6°

Mevrouw Pieters heeft vragen bij de vermindering van de specifieke KMO-werkgeversbijdragen wanneer de vervanger van een werknemer met loopbaanonderbreking voltijds werkt.

De minister wijst erop dat in navolging van wat voor de grote ondernemingen geldt, de voornoemde vermindering op 25 % behouden blijft.

Amendement n° 18 (Stuk n° 997/4) van de heer Bacquelaine strekt ertoe in artikel 6, § 1, van het door de voorgestelde bepaling te bekrachtigen koninklijk besluit van 14 maart 1997, tussen de woorden « Onder nieuw in dienst genomen werknemer wordt » en het woord « verstaan », de woorden « in eerste instantie » in te voegen.

*
* *

L'amendement n° 18 de M. Bacquelaine est rejeté par 9 voix et 4 abstentions.

L'article 3, 6° est adopté par 9 voix contre 4.

Article 3, 7° (nouveau)

L'amendement n° 2 (Doc. n° 997/3) du gouvernement vise à compléter l'article proposé par un 7°, libellé comme suit : « 7° arrêté royal du 18 avril 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans la marine marchande en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité; ».

La ministre des Affaires sociales signale que la dispense du paiement de tout ou partie des cotisations dues par les armateurs, autorisée par cet arrêté royal, est justifiée par la nécessité de sauvegarder l'emploi dans le secteur de la marine marchande (à savoir 60 marins et 256 officiers inscrits au Pool des Marins belge).

Mme D'Hondt signale qu'elle a indiqué à de nombreuses reprises, et récemment à l'occasion de la discussion en commission du projet de loi contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1997 — Section « Emploi et Travail » (cf. Doc. n° 961/2), que la prise en charge par le gouvernement des coûts (supplémentaires) de certaines branches du régime de sécurité sociale des marins de la marine marchande ne pouvait constituer, à terme, la solution définitive la plus indiquée.

*
* *

L'amendement n° 2 du gouvernement complétant l'article 3 par un 7° (*nouveau*) est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Article 3, 8° (nouveau)

L'amendement n° 3 (Doc. n° 997/3) du gouvernement vise à compléter l'article proposé par un 8°, libellé comme suit : « 8° arrêté royal du 25 avril 1997 comportant dispense de certaines cotisations patronales au profit des entreprises relevant du secteur du dragage en application de l'article 7, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité; ».

M. Valkeniers se demande pourquoi le secteur du dragage, très florissant, est exempté du versement de certaines cotisations patronales de sécurité sociale alors que d'autres secteurs confrontés à des difficultés économiques (comme la Sabena par exemple), ne bénéficient pas d'une telle exemption.

Amendement n° 18 van de heer Bacquelaine wordt verworpen met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

Artikel 3, 6°, wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Artikel 3, 7° (nieuw)

Amendement n° 2 (Stuk n° 997/3) van de regering strekt ertoe het voorgestelde artikel aan te vullen met een 7°, luidend als volgt : « 7° koninklijk besluit van 18 april 1997 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de koopvaardij in toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen; ».

De minister van Sociale Zaken wijst erop dat de door dit koninklijk besluit toegestane vrijstelling van betaling van alle of een gedeelte van de door de reders verschuldigde bijdragen gegrond is omdat de werkgelegenheid in de sector van de koopvaardij dient te worden gevrijwaard (namelijk 60 matrozen en 256 officieren ingeschreven in de Belgische Pool der Zeelieden).

Mevrouw D'Hondt wijst erop dat ze meermaals, en onlangs naar aanleiding van de bespreking in de commissie van het wetsontwerp houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997 — Sectie « Tewerkstelling en Arbeid » in de commissie (cf. Stuk n° 961/2), heeft benadrukt dat de regering de (bijkomende) kosten van bepaalde takken van de sociale zekerheid van de zeelieden van de koopvaardij wel tijdelijk voor haar rekening kan nemen, maar dat dat op termijn niet de meest aangewezen definitieve oplossing kan zijn.

*
* *

Amendement n° 2 van de regering, dat artikel 3 aanvult met een 7° (*nieuw*), wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Artikel 3, 8° (nieuw)

Amendement n° 3 (Stuk n° 997/3) van de regering strekt ertoe het voorgestelde artikel aan te vullen met een 8°, luidend als volgt : « 8° koninklijk besluit van 25 april 1997 houdende vrijstelling van bepaalde werkgeversbijdragen ten behoeve van de ondernemingen behorende tot de baggersector met toepassing van artikel 7, § 2, van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen; ».

De heer Valkeniers vraagt zich af waarom de bloeiende baggersector vrijgesteld wordt van bepaalde werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid, terwijl andere sectoren die het economisch moeilijk hebben (zoals Sabena), geen vrijstelling genieten.

D'autre part, et sur un plan plus global, il conviendrait, afin d'éviter des situations catastrophiques, de procéder à une réduction généralisée des charges sociales. Ceci est notamment recommandé par la BNB, les organisations patronales et l'OCDE, qui stigmatisent la disproportion du coût salarial belge par rapport à ceux des Etats concurrents.

Les mesures contenues dans les arrêtés royaux visés par les amendements n^{os} 2 et 3 du gouvernement prouvent que celui-ci n'intervient que lorsque les secteurs considérés sont au bord de l'asphyxie.

La ministre des Affaires sociales signale que le secteur du dragage relève de la même commission paritaire que le secteur de la construction, soit la CP 124. Celle-ci bénéficie d'une série d'avantages spécifiques en matière de conditions salariales. La suppression de ces avantages pour le secteur du dragage risquerait d'inciter les entreprises dudit secteur à ne plus recourir au peu de main-d'œuvre belge qui subsiste encore à ce niveau.

*
* *

L'amendement n^o 3 du gouvernement visant à compléter l'article 3 par un 8^o (*nouveau*) est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

L'ensemble de l'article 3, ainsi amendé, est adopté par 9 voix contre 4.

Art. 4

L'amendement (n^o 10, Doc. n^o 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise à supprimer la disposition proposée.

M. Wauters indique que le Conseil d'Etat a souligné que cette disposition n'était pas de nature confirmative.

*
* *

L'article 4 est adopté par 9 voix contre 4.

L'amendement n^o 10 de MM. Wauters et Detienne est par conséquent sans objet.

TITRE IV

Chômage

Art. 5

Pour des raisons d'ordre légistique, il est procédé à un examen et à un vote séparé sur chacune des subdivisions de l'article 5.

Anderzijds zou een algemene verlaging van de sociale lasten in overweging moeten worden genomen om rampzalige situaties te voorkomen. Dat wordt meer bepaald voorgestaan door de NBB, de werkgeversorganisaties en de OESO, die de wanverhouding van de loonkosten in België ten opzichte van de concurrerende Staten aan de kaak stellen.

De maatregelen die zijn vervat in de koninklijke besluiten bedoeld in de amendementen n^{rs} 2 en 3 van de regering, bewijzen dat die pas ingrijpt wanneer de bedoelde sectoren aan de rand van de afgrond staan.

De minister van Sociale Zaken stipt aan dat de baggersector onder hetzelfde paritair comité valt als de bouwsector, namelijk het paritair comité 124. Die geniet een reeks specifieke voordelen inzake loonvoorwaarden. De afschaffing van die voordelen voor de baggersector dreigt de ondernemingen van die sector ertoe aan te zetten niet langer gebruik te maken van de weinige arbeidskrachten die in dat domein nog voorhanden zijn in België.

*
* *

Amendement n^o 3 van de regering, dat ertoe strekt artikel 3 aan te vullen met een 8^o (*nieuw*), wordt aangenomen met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

Het gehele aldus geamendeerde artikel 3 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Art. 4

Amendement n^o 10 (Stuk n^o 997/4) van de heren Wauters en Detienne strekt ertoe de voorgestelde bepaling weg te laten.

De heer Wauters stipt aan dat de Raad van State erop heeft gewezen dat het niet om een bekrachtigingsbepaling ging.

*
* *

Artikel 4 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement n^o 10 van de heren Wauters en Detienne is vervalt dientengevolge.

TITEL IV

Werkloosheid

Art. 5

Om wetgevingstechnische redenen wordt elk onderdeel van artikel 5 afzonderlijk besproken en aan een stemming onderworpen.

Article 5, 1°

M. Lenssens s'interroge sur le nombre de prêts subordonnés chômeurs octroyés par le Fonds de participation, depuis l'instauration de ce dernier.

La ministre fournit le tableau suivant :

**Evolution du nombre des projets et de leur survie
au 31 décembre 1995⁽¹⁾**

Année d'octroi — <i>Jaar van toekenning</i>	Demandes de prêts — <i>Aanvragen van leningen</i>	Prêts liquides — <i>Leningen in contanten</i>		Activités encore en vie — <i>Nog lopende activiteiten</i>	
	Nombre de demandes introduites — <i>Aantal ingediende aanvragen</i>	Nombre de prêts liquidés — <i>Aantal uitbetaalde leningen</i>	Proportion par rapport aux demandes introduites — <i>Verhouding tot het aantal ingediende aanvragen</i>	Nombre — <i>Aantal</i>	Proportion par rapport aux prêts liquidés — <i>Verhouding tot de uitbetaalde leningen</i>
1984	4 110	2 732	66,47 %	1 068	39,09 %
1985	5 470	3 547	64,84 %	1 618	45,62 %
1986	3 977	2 658	66,83 %	1 250	47,03 %
1987	3 760	2 117	56,30 %	1 151	54,37 %
1988	3 363	1 646	48,94 %	959	49,28 %
1989	2 868	1 492	52,02 %	954	58,26 %
1990	1 644	801	48,72 %	549	63,94 %
1991	1 140	454	39,82 %	341	68,54 %
1992	1 037	419	40,40 %	344	75,11 %
1993	698	260	37,25 %	241	92,69 %
1994	755	265	35,10 %	262	98,87 %
1995	612	245	40,03 %	245	100,00 %

⁽¹⁾ Ceux des prêts qui ont été attribués en 1984 et 1985, et ont été intégralement remboursés à l'échéance, c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier 1996 sont tous présumés en vie à cette date.

L'article 5, 1° est adopté par 9 voix contre 3 et une abstention.

Article 5, 2°

L'amendement (n° 11, Doc. n° 997/4) de MM. Wauters et Detienne vise à abroger l'article 2, § 3 et les articles 3, 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté royal du 21 mars 1997, confirmé par la disposition à l'examen.

M. Wauters s'oppose à l'instauration d'une retenue sur les indemnités complémentaires octroyées aux chômeurs âgés : il s'agit, à l'instar des retenues frappant les prépensions, d'une mesure d'économie linéaire sournoise, qui frappera les bénéficiaires sur

Artikel 5, 1°

De heer Lenssens vraagt hoeveel achtergestelde leningen door het Participatiefonds aan werklozen werden toegekend sinds de oprichting van dat fonds.

De minister legt de volgende tabel voor :

**Evolutie van het aantal nog lopende projecten en van de
opvolging ervan per 31 december 1995⁽¹⁾**

Année d'octroi — <i>Jaar van toekenning</i>	Demandes de prêts — <i>Aanvragen van leningen</i>	Prêts liquides — <i>Leningen in contanten</i>		Activités encore en vie — <i>Nog lopende activiteiten</i>	
	Nombre de demandes introduites — <i>Aantal ingediende aanvragen</i>	Nombre de prêts liquidés — <i>Aantal uitbetaalde leningen</i>	Proportion par rapport aux demandes introduites — <i>Verhouding tot het aantal ingediende aanvragen</i>	Nombre — <i>Aantal</i>	Proportion par rapport aux prêts liquidés — <i>Verhouding tot de uitbetaalde leningen</i>
1984	4 110	2 732	66,47 %	1 068	39,09 %
1985	5 470	3 547	64,84 %	1 618	45,62 %
1986	3 977	2 658	66,83 %	1 250	47,03 %
1987	3 760	2 117	56,30 %	1 151	54,37 %
1988	3 363	1 646	48,94 %	959	49,28 %
1989	2 868	1 492	52,02 %	954	58,26 %
1990	1 644	801	48,72 %	549	63,94 %
1991	1 140	454	39,82 %	341	68,54 %
1992	1 037	419	40,40 %	344	75,11 %
1993	698	260	37,25 %	241	92,69 %
1994	755	265	35,10 %	262	98,87 %
1995	612	245	40,03 %	245	100,00 %

⁽¹⁾ Leningen die in 1984 en in 1985 werden toegekend en op het normale tijdstip, dus vóór 1 januari 1996 integraal werden terugbetaald, worden verondersteld op die datum nog steeds te lopen.

Artikel 5, 1° wordt aangenomen met 9 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Artikel 5, 2°

Amendement n° 11 (Stuk n° 997/4) van de heren Wauters en Detienne beoogt de opheffing van artikel 2, § 3, en de artikelen 3, 4, 5, 6 en 7 van het koninklijk besluit van 21 maart 1997, dat wordt bekrachtigd door de ter tafel liggende bepaling.

De heer Wauters kant zich tegen de invoering van een inhouding op de bijkomende uitkeringen aan oudere werklozen. Het gaat immers om een geruisloze lineaire besparingsmaatregel die evenals de inhoudingen op brugpensioenen de gerechtigden in

leur indemnité de remplacement de revenu, sans tenir compte de leur situation globale en matière de revenus.

L'amendement (n° 19, Doc. n° 997/4) de M. Bacquelaine vise à supprimer la disposition proposée.

*
* *

L'amendement n° 11 de MM. Wauters et Detienne est rejeté par 10 voix contre une et 2 abstentions.

L'article 5, 2° est adopté par 9 voix contre 4.

L'amendement n° 19 de M. Bacquelaine, visant à supprimer cette subdivision de l'article 5, est par conséquent sans objet.

L'ensemble de l'article 5 est adopté par 9 voix contre 4.

III. — PENSIONS (article 6)

A. EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DES PENSIONS

L'article 6 du texte proposé confirme les arrêtés royaux suivants (pris en exécution des lois du 26 juillet 1996 « modernisation de la sécurité sociale » et « UEM ») :

1° Arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1996

Par cet arrêté, le gouvernement, qui veut, par le biais de la réforme des pensions des travailleurs salariés, non seulement assurer la viabilité financière du régime mais aussi le moderniser et l'adapter aux évolutions sociales, remplace le critère du « 1/2 temps » par celui du « 1/3 temps ».

Le critère du demi-temps a été introduit par l'arrêté royal du 23 décembre 1996 (repris dans l'article 5, § 1^{er}, du premier projet de loi de confirmation, Doc. n° 925/1) tant en ce qui concerne la condition de carrière (pour pouvoir bénéficier d'une pension anticipée) que le droit minimal par année de carrière.

Son remplacement par le critère du « 1/3 temps » est motivé par l'alignement sur le droit du travail et les autres branches de la sécurité sociale, en ce qui concerne le travail à temps partiel.

2° Arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants

Cet arrêté concrétise une série de mesures structurelles et sélectives, annoncées par le gouverne-

ment hun inkomensvervangende vergoeding zal treffen, zonder rekening te houden met hun totale inkomens.

Amendement n° 19 (Stuk n° 997/4) van de heer Bacquelaine strekt ertoe de voorgestelde bepaling weg te laten.

*
* *

Amendement n° 11 van de heren Wauters en Detienne wordt verworpen met 10 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Artikel 5, 2°, wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

Amendement n° 19 van de heer Bacquelaine dat de weglating van voornoemd onderdeel van artikel 5 beoogt, vervalt diensgevolge.

Het gehele artikel 5 wordt aangenomen met 9 tegen 4 stemmen.

III. — PENSIOENEN (artikel 6)

A. INLEIDING VAN DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID EN PENSIOENEN

Artikel 6 van de voorgestelde tekst bekrachtigt de volgende koninklijke besluiten (genomen in uitvoering van de wetten van 26 juli 1996 « modernisering van de sociale zekerheid » en de « EMU ») :

1° Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1996

De regering wil via de hervorming van de werknemerspensioenen niet alleen de financiële leefbaarheid van het stelsel vrijwaren, maar het ook moderniseren en aanpassen aan de maatschappelijke ontwikkelingen. Met dit besluit vervangt de regering dus het criterium van de « 1/2-tijd » door dat van de « 1/3-tijd ».

Het criterium van de « 1/2-tijd » werd ingesteld door het koninklijk besluit van 23 december 1996 (dat is opgenomen in artikel 5, § 1, van het eerste wetsontwerp tot bekrachtiging, Stuk n° 925/1), zowel inzake de loopbaanvoorwaarde (om recht te hebben op een vervroegd pensioen) als het minimumrecht per loopbaanjaar.

De vervanging van het criterium van de « 1/2-tijd » door dat van de « 1/3-tijd » berust, wat deeltijdse arbeid betreft, op overeenstemming met het arbeidsrecht en andere takken van de sociale zekerheid.

2° Koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen

Dit koninklijk besluit geeft concreet uitvoering aan een door de regering aangekondigde reeks struc-

ment, relatives à la réforme du régime de pensions des indépendants et qui doivent, d'une part, assurer la viabilité financière du régime et, d'autre part, le lier plus étroitement aux évolutions sociales.

La hausse prochaine des dépenses à prévoir dans le régime de pension, notamment en raison des évolutions démographiques, est atténuée par une adaptation dans le calcul de la pension proportionnelle, par l'instauration d'une condition de carrière pour pouvoir bénéficier d'une pension anticipée et par l'exécution de la directive européenne 79/7/CEE relative à la mise en œuvre progressive de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans le domaine de la sécurité sociale.

Pour le calcul de la pension proportionnelle (mode de comptabilisation appliqué en fonction des revenus professionnels pour les années de carrière situées après 1993), les revenus professionnels sont dorénavant divisés en deux tranches. La première tranche va jusqu'à 1 346 210 francs, le plafond de calcul actuel dans le régime de pensions des travailleurs salariés.

La deuxième tranche va de ce plafond au plafond intermédiaire pour le calcul des cotisations dans le statut social. En vue d'une certaine sélectivité, un coefficient de calcul différent est appliqué sur ces tranches.

Afin de maintenir la possibilité de prendre sa pension de retraite anticipativement, l'octroi de la pension anticipée est lié à une condition de carrière, au travers de tous les régimes de pension, qui évolue de 20 ans en 1997 à 35 ans en 2005. Simultanément, dans le cadre également de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, le pourcentage de réduction de 5 % par année d'anticipation est instauré pour les femmes.

L'âge de la retraite est, sur une période transitoire allant de 1997 à 2009, fixé uniformément pour les hommes et les femmes à 65 ans. Le dénominateur de la fraction de carrière est porté sur une même période de 40 à 45 ans pour les femmes.

Les mesures citées en matière d'égalité de traitement entre hommes et femmes font également partie de l'adaptation du régime aux évolutions sociales. Elles vont de pair avec une extension des droits des femmes dans les autres branches de la sécurité sociale et plus particulièrement dans le secteur des assurances relatives à l'incapacité de travail des travailleurs indépendants.

En outre, une base juridique est créée pour l'instauration d'une pension à mi-temps, qui devrait permettre un passage plus souple de la vie active à la retraite.

Enfin, la base juridique est posée, d'une part, pour le paiement sélectif d'un complément de pension aux travailleurs indépendants pensionnés dont la carrière est au moins égale aux deux tiers d'une carrière

turele en selectieve maatregelen betreffende de hervorming van het pensioenstelsel der zelfstandigen. Het doel van die maatregelen is enerzijds de financiële leefbaarheid van het stelsel te vrijwaren, anderzijds het stelsel nauwer te doen aansluiten bij de maatschappelijke ontwikkelingen.

De met name door de demografische evoluties te verwachten stijging van de uitgaven waarmee in de pensioensector rekening moet worden gehouden, wordt minder fors door een aanpassing in de berekening van het proportionele pensioen, door de invoering van een loopbaanvoorwaarde om recht te hebben op een vervroegd pensioen en door de uitvoering van de Europese richtlijn 79/7/EEG betreffende de geleidelijke tenuitvoerlegging van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen op het gebied van de sociale zekerheid.

Wat de berekening van het proportioneel pensioen betreft (de berekening gebeurt aan de hand van de beroepsinkomsten voor de loopbaanjaren na 1983) worden de beroepsinkomsten voortaan opgesplitst in twee schijven. De eerste schijf gaat tot 1 346 210 frank; dat bedrag stemt overeen met het huidige grensbedrag voor de berekening in de pensioenregeling voor werknemers.

De tweede schijf gaat van bovenvermeld grensbedrag tot het tussengrensbedrag voor de berekening van de bijdragen in het sociaal statuut. Om een zekere selectiviteit te bekomen, wordt op die schijven een verschillende berekeningscoëfficiënt toegepast.

Teneinde de mogelijkheid te behouden om vervroegd met rustpensioen te gaan, is de toekenning van het vervroegd pensioen gekoppeld aan een loopbaanvoorwaarde over alle pensioenregelingen heen (van 20 jaar in 1997 naar 35 jaar in 2005). Tegelijkertijd wordt, ook in het kader van de gelijke behandeling van mannen en vrouwen, het verminderingpercentage van 5 % per jaar dat vervroegd met pensioen wordt gegaan, ingevoerd voor de vrouwen.

De pensioengerechtigde leeftijd wordt, over een overgangperiode lopende van 1997 tot 2009, zowel voor mannen als voor vrouwen vastgelegd op 65 jaar. De noemer van de loopbaanbreuk voor vrouwen wordt, over een zelfde overgangperiode, van 40 naar 45 jaar opgetrokken.

Bovenvermelde maatregelen inzake gelijke behandeling van mannen en vrouwen maken ook deel uit van de aanpassing van de regeling aan de maatschappelijke ontwikkelingen. Ze gaan gepaard met een uitbreiding van de rechten van de vrouwen in de andere takken van de sociale zekerheid en dan meer bepaald in de sector van de verzekering tegen de arbeidsongeschiktheid van de zelfstandigen.

Voorts wordt een juridische basis gecreëerd voor de invoering van een halftijds pensioen, dat een soepelere overgang van het beroepsleven naar het pensioen mogelijk moet maken.

Tot slot wordt de juridische basis gelegd om op selectieve wijze een pensioenbijslag te betalen aan gepensioneerde zelfstandigen wier loopbaan minstens overeenstemt met twee derden van een volledi-

complète et, d'autre part, pour permettre l'octroi d'un nombre supplémentaire d'années de carrière, en fonction de la durée de la carrière professionnelle d'indépendant.

La diminution des dépenses générées par les mesures prises dans le secteur des pensions indépendants peut être évaluée à 1,2 milliard de francs en 2005 et, en vitesse de croisière, à 5,5 milliards de francs sur une base annuelle.

3° Arrêté royal du 21 mars 1997 portant modification de l'arrêté royal du 30 janvier 1997 relatif au régime de pension des travailleurs indépendants

Par cet arrêté, les années civiles prestées dans d'autres régimes de pension que celui des travailleurs indépendants sont prises en considération pour la condition de carrière (inhérente à l'octroi d'une pension anticipée), dans la mesure où les droits à la pension afférents aux dites années correspondent à une occupation au moins égale au tiers (auparavant la moitié) d'un régime de travail à temps plein.

4° Arrêté royal du 7 février 1997 portant des mesures en vue d'assurer la viabilité des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré

Etant donné les espérances de vie plus élevée, le régime de la capitalisation légale (rentes de vieillesse et de survie) a besoin de plus de réserves pour pouvoir continuer à satisfaire à ses obligations à l'avenir. C'est pourquoi, les réserves mathématiques ont été recalculées sur la base des tables de mortalité les plus récentes; ce qui entraîne une diminution du montant de la rente.

B. DISCUSSION DE L'ARTICLE 6 ET VOTES

Pour des raisons d'ordre légistique, il est procédé à un examen et à un vote séparé des subdivisions de cet article.

Article 6, 1°

Cette subdivision d'article est adoptée, sans observations, par 9 voix et 3 abstentions.

L'amendement n° 20 de M. Bacquelaine, (Doc. n° 997/4), visant à supprimer cette subdivision, est par conséquent sans objet.

ge loopbaan. Het wordt eveneens mogelijk een aantal bijkomende loopbaanjaren toe te kennen op basis van de duur van de loopbaan als zelfstandige.

De uitgavenvermindering die het resultaat is van de maatregelen genomen in de zelfstandigenpensioenen wordt geraamd op 1,2 miljard frank in 2005; verwacht wordt dat zodra die maatregelen op kruissnelheid zijn, jaarlijks 5,5 miljard frank minder uitgegeven zal worden.

3° Koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1997 betreffende het pensioenstelsel der zelfstandigen

Door dit koninklijk besluit worden de in een andere pensioenregeling dan die der zelfstandigen ge-presteerde kalenderjaren in aanmerking genomen voor de loopbaanvoorwaarde (die inherent is aan de toekenning van een vervroegd pensioen), in de mate dat de aan die jaren gekoppelde rechten op pensioen overeenstemmen met een tewerkstelling van minstens één derde (voorheen was dat de helft) van een voltijdse arbeidstijdregeling.

4° Koninklijk besluit van 7 februari 1997 houdende maatregelen tot het verzekeren van de financiële leefbaarheid van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en vroegtijdige dood

Gelet op de hogere levensverwachting heeft het stelsel van de wettelijke kapitalisatie (ouderdoms- en overlevingsrentes) meer reserves nodig wil het ook in de toekomst zijn verplichtingen kunnen blijven nakomen; daarom werden de wiskundige reserves herberekend op basis van de recentste sterftetafels; die herberekening brengt een vermindering van het bedrag van de rentes mee.

B. BESPREKING VAN ARTIKEL 6 EN STEM-MINGEN

Om wetgevingstechnische redenen worden de onderdelen van dit artikel afzonderlijk besproken en wordt er eveneens afzonderlijk over gestemd.

Artikel 6, 1°

Over dit onderdeel van het artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 9 stemmen en 3 onthoudingen.

Amendement n° 20 (Stuk n° 997/4) van de heer Bacquelaine dat ertoe strekt dit onderdeel weg te laten, vervalt dientengevolge.

Article 6, 2°

Cette subdivision d'article est adoptée, sans observations, par 8 voix et 4 abstentions.

Article 6, 3°

Cette subdivision d'article est adoptée, sans observations par 8 voix contre une et 3 abstentions.

L'ensemble de l'article 6 est adopté par 9 voix et 3 abstentions.

*
* *

L'ensemble des dispositions soumises à la commission sont adoptées par 8 voix contre 4.

Les rapporteuses,

I. VAN KESSEL
G. D'HONDT

Le président,

P. CHEVALIER

Artikel 6, 2°

Over dit onderdeel van het artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 8 stemmen en 4 onthoudingen.

Artikel 6, 3°

Over dit onderdeel van het artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt aangenomen met 8 tegen 1 stem en 3 onthoudingen.

Het gehele artikel 6 wordt aangenomen met 9 stemmen en 3 onthoudingen.

*
* *

Het geheel van de aan de commissie voorgelegde bepalingen wordt aangenomen met 8 tegen 4 stemmen.

De rapporteurs,

I. VAN KESSEL
G. D'HONDT

De voorzitter,

P. CHEVALIER